

CAN-2025 : Algérie - Nigeria

A LA CONQUÊTE DU DERNIER CARRÉ

Pages 8 et 9

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8388 - SAMEDI 10 JANVIER 2026
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Trois dossiers au menu

Tebboune réunit le Haut conseil de sécurité

Page 3

YENNAYER 2976

L'ALGÉRIE CÉLÈBRE SES RACINES ET SON UNITÉ

A l'occasion du lancement officiel de la célébration du Nouvel an amazigh Yennayer 2976, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a affirmé, hier, à Alger, l'engagement du Parlement en faveur de la promotion de la langue amazighe, une démarche institutionnelle s'inscrivant dans la volonté de l'Etat de consacrer toutes les composantes de l'identité nationale dans un esprit d'unité et de cohésion.

Page 16



APRÈS PLUS D'UNE SEMAINE DE GRÈVE

Les transporteurs reprennent du service

Page 2

IMPORTATION D'UN MILLION DE MOUTONS

LES PARTIS SALUENT LE GESTE DU PRÉSIDENT

Page 3

FABRICATION LOCALE DES MATIÈRES PREMIÈRES

Un challenge réussi

Page 5

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

TRANSPORTEURS

Reprise des activités après plus d'une semaine de grève

À l'issue de l'audience que leur a accordée le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, les représentants des syndicats du secteur des transports ont annoncé, jeudi dernier, la reprise des activités de transport des voyageurs et des marchandises, et ce à travers l'ensemble du territoire national. Ils ont unanimement salué la prise en charge de leurs préoccupations par les hautes autorités du pays. Une décision présentée comme le fruit d'un dialogue responsable et d'un sens élevé de l'intérêt national, dans un contexte marqué par des tentatives de déstabilisation venues de l'extérieur.



Fin du blocage.

Le secrétaire général du Syndicat des chauffeurs de taxi, affilié à l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Sid Ali Aït El-Hocine, a affirmé que l'audience accordée par la Chambre haute du Parlement «confirme que les hautes autorités du pays ont pris en considération les revendications exprimées par les transporteurs».

Il a souligné que cette démarche intervenait dans un contexte particulier, marqué par «une campagne acharnée menée contre l'Algérie par des parties étrangères», appelant à la vigilance face aux tentatives d'exploitation et de manipulation de revendications professionnelles à des fins étrangères aux intérêts du pays.

Abordant le projet de loi relatif au code de la route, le responsable syndical a indiqué qu'il avait été question de revoir certaines dispositions, notamment celles liées au régime des sanctions, afin de tenir compte des réalités du terrain et des préoccupations des professionnels. Il a, à ce titre, rassuré les transporteurs quant à «la prise en charge effective de leurs doléances par les hautes autorités du pays, à leur tête le président de la République, Abdelmadjid Tebboune».

De son côté, le président de l'Union nationale des transporteurs, relevant du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Bilal Mohamed, a salué l'approche adoptée par les pouvoirs publics, fondée sur l'écoute et le dialogue. Il a mis en avant «la conscience et le sens de responsabilité dont ont fait preuve les transporteurs», soulignant que ces derniers ont fait le choix de placer l'intérêt suprême de la nation au-dessus de tout autre considération, dans un contexte exigeant unité et cohésion.

Dans le même esprit, le président de l'Organisation nationale des transporteurs algériens, Hocine Bouraba, a remercié les hautes autorités du pays «pour les efforts déployés afin de sensibiliser les professionnels aux risques de dérapages», mettant en garde contre les tentatives d'instrumentalisation alimentées par des parties étrangères cherchant à fragiliser la stabilité nationale et la paix sociale.

Le président de la Fédération nationale des chauffeurs de taxi, Ahcene Ben Garsallah, a, pour sa part, indiqué que la réunion tenue avec le président du Conseil de la nation avait apporté «un réel soulagement» aux syndicats du secteur.

Il a salué «la grande conscience collective» dont ont fait preuve les représentants des transporteurs, permettant d'aboutir à des solutions consensuelles et à des résultats jugés satisfaisants pour l'ensemble des parties.

Dans le même registre, le président de la Fédération nationale du transport des voyageurs et des marchandises, Abdelkader Boucherit, a souligné l'importance de cette rencontre, qui a permis de passer en revue l'ensemble des préoccupations soulevées par les professionnels du secteur.

Il a relevé l'engagement de Azouz Nasri à «transmettre ces doléances aux plus hautes autorités du pays pour examen», consacrant ainsi une approche institutionnelle fondée sur la concertation et la responsabilité partagée.

Pour rappel, le mouvement de grève observé par les transporteurs de voyageurs et de marchandises s'est étendu sur plus d'une semaine, entraînant des perturbations notables dans le transport public et l'acheminement des marchandises à travers plusieurs wilayas du pays. Déclenchée pour exprimer des préoccupations professionnelles, notamment en lien avec certaines dispositions du projet de loi sur le code de la route, cette action a rapidement suscité l'attention des pouvoirs publics, dans un contexte national sensible marqué par la nécessité de préserver la stabilité sociale et économique.

Les autorités ont alors appelé au dialogue, à la retenue et à la vigilance face aux tentatives d'instrumentalisation du mouvement, soulignant l'impératif de privilégier l'intérêt suprême de la nation et la continuité du service public.

Sihem Bounabi

GRÈVE SURPRISE À TIZI OUZOU

Qui tire les ficelles ?

À TIZI OUZOU, une grève des commerçants, observée sans appel officiel ni revendications clairement identifiées, a semé le trouble. Inégalement suivie selon les localités, elle a néanmoins eu un impact tangible sur le quotidien des citoyens et ravivé de nombreuses interrogations : qui est réellement à l'origine de ce mouvement, à qui profite-t-il et jusqu'où peut-il aller ?

Au niveau du chef-lieu de wilaya, le taux de suivi était estimé à 30-40 %. À Draâ Ben Khedda, en revanche, le taux de participation a atteint 80 à 90 %. Un buraliste a confié au Jeune Indépendant que, tôt le matin de cette journée de jeudi, il avait, comme de coutume, hissé le rideau. Mais dès qu'il a constaté que la plupart des commerces se trouvant aux alentours avaient baissé le leur, il n'a eu d'autre choix que de baisser le sien. Notre interlocuteur a reconnu qu'aucun communiqué officiel ni aucun représentant de l'UGCAA n'avait fait référence à cette grève.

Cependant, depuis quelques jours, des écrits circulant sur les réseaux sociaux faisaient allusion à l'observation d'une grève pour la journée du 8 janvier 2026. Il n'en demeure pas moins qu'aucun appel formel n'a été relayé à travers ce moyen de communication, d'où les interrogations soulevées par certaines personnalités de la région de Tizi Ouzou, à l'instar de l'ancien député du RND, Tayeb Mokaddem, qui s'interroge : «Qui a appelé à cette grève et à qui profite-t-elle ?»

Il s'agirait, en fait, de quelques cercles agissant dans l'anonymat. La réponse à la deuxième question reste, hélas, inconnue pour l'heure. Les plus hardis défendent toutefois la thèse selon laquelle cette grève aurait été déclenchée dans une logique politique et, par conséquent, pour répondre à un besoin politique.

Quant aux responsables régionaux des partis politiques, tels que le FFS, le RCD, le FLN, le RND et bien d'autres, c'est motus. Aucun n'a osé se prononcer sur ce sujet. C'est pourquoi une certaine inquiétude s'est emparée d'un pan important de la population quant à l'impact de ce mouvement, à sa possible prolongation et au risque qu'il prenne des dimensions plus importantes.

De notre bureau, Saïd Tissegouine

GRÈVE DES TRANSPORTEURS ET APPROVISIONNEMENT DES MARCHÉS

Les prix de référence sous surveillance à Constantine

LES AGENTS de la direction du Commerce sont sur le qui-vive. Les perturbations enregistrées récemment dans le secteur des transports, et le risque de propagation de leurs répercussions sur l'approvisionnement des marchés, notamment en produits de première nécessité, ont conduit les autorités locales de la capitale de l'Est à lancer une vaste campagne de sensibilisation à l'adresse des commerçants, parallèlement au renforcement du contrôle des circuits de distribution des produits alimentaires.

La ville de Constantine a, sous l'effet de rumeurs, connu ces derniers jours quelques perturbations au niveau de plusieurs espaces commerciaux, touchant principalement des produits de large consommation, à l'image de l'huile et de la semoule. Des ruées sur ces produits ont été constatées durant la semaine écoulée, alimentant les inquiétudes des consommateurs et favorisant le risque de pratiques spéculatives. Face à cette situation, le wali Abdelkhalek Sayouda, a instruit les responsables du secteur du commerce de la wilaya d'assurer un suivi régulier et permanent des opérations d'approvisionnement des marchés locaux en produits de large consommation.

Il a également insisté sur la nécessité de garantir la disponibilité des denrées à travers l'ensemble des circuits de distribution, aussi bien en gros qu'au détail.

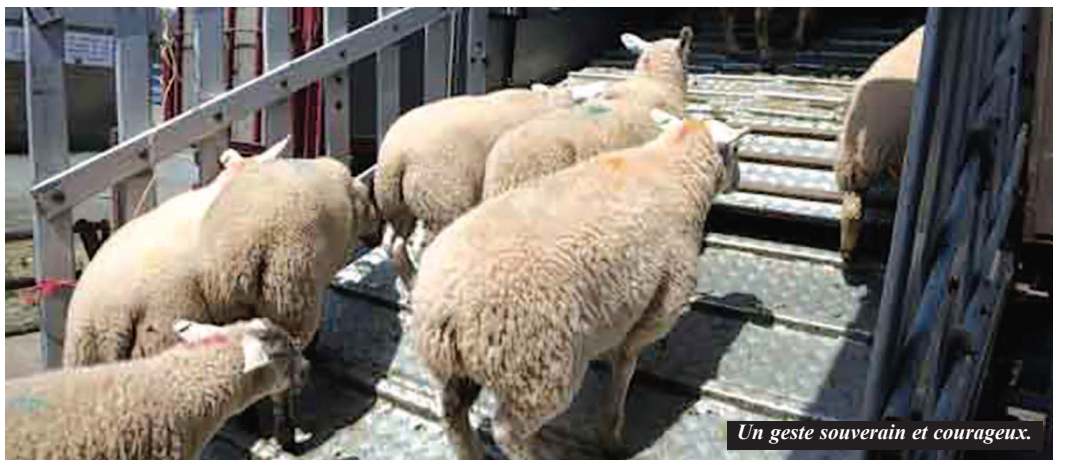
Les services concernés ont, en outre, été appelés à veiller à la stricte application des prix de référence, afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens et de lutter contre toute forme de surenchère ou de spéculation susceptible de perturber le marché et de porter atteinte aux droits des consommateurs.

Amine B.

IMPORTATION D'UN MILLION DE MOUTONS

Les partis politiques saluent l'initiative

Pour la deuxième année consécutive, l'État anticipe l'approvisionnement du marché national en prévision de l'Aïd Al-Adha, en procédant à l'importation d'un million de moutons afin de stabiliser les prix et sécuriser l'offre. Cette initiative, décidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de la dernière réunion du gouvernement, a été saluée par plusieurs partis politiques, dont le FLN, le Mouvement El-Bina et le Front El Moustakbal. Elle illustre la volonté de l'État de protéger le pouvoir d'achat des citoyens et de renforcer la justice sociale.



Un geste souverain et courageux.

Le Front de libération nationale (FLN) a qualifié la décision de «geste souverain et courageux», soulignant que l'État algérien place l'intérêt du citoyen et l'amélioration de son niveau de vie au centre de ses priorités. Selon le parti, cette mesure s'inscrit dans une série de décisions tendant à soutenir le pouvoir d'achat et à préserver la dignité des citoyens. D'ailleurs, le FLN a, à cette occasion, réitéré son engagement «politique total dans le processus de réforme et d'édification d'une Algérie forte, développée et juste», selon les propres termes du parti.

Pour sa part, le Mouvement El-Bina a déclaré, via un communiqué, avoir «accueilli avec satisfaction cette décision anticipative», estimant qu'elle reflète «la sagesse du président dans la planification d'une opération majeure relevant de la responsabilité de l'État en matière de protection des équilibres sociaux». De plus, le mouvement est d'avis que cette mesure constitue «une approche concrète pour corriger les déséquilibres du marché et limiter la hausse injustifiée des prix, afin de protéger le pouvoir d'achat des familles algériennes», en leur permettant d'acquérir les moutons de l'Aïd «dans des conditions sociales équitables», apprend-on du communiqué.

Selon la même source, le parti a également souligné l'impératif d'une bonne coordination entre les différents secteurs concernés, en sus de l'adoption de mécanismes efficaces de distribution et de contrôle pour assurer le succès de l'initiative. Le Mouvement El-Bina a, enfin, réaffirmé son engagement à accompagner toutes les politiques publiques en faveur du citoyen, appelant à «faire de ces mesures le point de départ de réformes plus profondes renforçant la justice sociale», lit-on dans le communiqué du parti.

De son côté, le Front El Moustakbal a déclaré que cette décision illustre «le passage de l'État d'une logique de traitement ponctuel à une intervention économique organisée pour protéger le pouvoir d'achat et limiter la spéculation». Il a, aussi, salué les mesures réalisées sous la présidence d'Abdelmadjid Tebboune dans les domaines économique et social, faisant ressortir, d'après les termes mêmes du communiqué du parti, la volonté de l'État de «promouvoir la justice sociale et d'améliorer le climat des affaires».

Khalil Aouir

COLLOQUE SUR HOCINE AÏT AHMED

Transmettre la mémoire aux jeunes générations

LE MINISTRE des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, a rendu, avant-hier, un hommage au grand homme de la lutte de libération Hocine Aït Ahmed, figure centrale du mouvement national indépendantiste, et ce lors d'un symposium consacré à sa mémoire au siège du ministère.

Ce colloque s'inscrit dans le cadre des activités commémoratives visant à préserver la mémoire nationale et à mettre en lumière le parcours des grandes figures de l'histoire de libération algérienne. Dans son intervention, le ministre a d'abord salué les représentants des institutions de l'Etat et des organisations nationales de moudjahidine. Il a ensuite rendu hommage à la présence des représentants de la famille de Hocine Aït Ahmed, des invités venus de Tizi Ouzou, des familles de martyrs, ainsi que des associations présentes.

En cette circonstance, Abdelmalek Tacherift a ensuite rappelé que «Hocine Aït Ahmed fut l'un des artisans majeurs de la lutte de libération nationale, s'illustrant très tôt par son engagement politique et son sens aigu de la responsabilité historique». Il a souligné que «le défunt moudjahid occupa une place de premier plan au sein du mouvement national, où il participa activement à la structuration de l'action révolutionnaire, tant sur le plan politique qu'organisationnel». Dans le même registre, le ministre a mis en exergue la «clairvoyance stratégique» de Hocine Aït Ahmed, estimant que son action a contribué à façonner les grandes orientations de la Révolution. Selon ses déclarations, l'emprisonnement, la répression et les tentatives d'isolement n'ont jamais entamé sa détermination, mais ont, au contraire, renforcé sa constance et son attachement aux principes de liberté et de souveraineté nationale.

Revenant sur l'un des épisodes de la Révolution, Abdelmalek Tacherift a évoqué le détournement de l'avion du 22 octobre 1956, qui transportait Hocine Aït Ahmed et plusieurs de ses compagnons, en l'occurrence Ahmed Ben Bella, Mohamed Khider, Mostefa Lacheraf, Mohamed Boudiaf. Il a qualifié cet acte de violation flagrante du droit international et de premier cas de piraterie aérienne dans l'histoire de l'aviation civile. Le ministre a également déclaré que cet épisode révélait les multiples obstacles et les manœuvres auxquelles la lutte de libération a dû faire face, tout en mettant à nu «la trahison du voisin de l'Ouest, dont la complicité a facilité ce complot contre les chefs de la Révolution», a-t-il souligné.

Dans son discours, Abdelmalek Tacherift a, par ailleurs, affirmé que Hocine Aït Ahmed ne se limitait pas à son rôle de combattant, mais incarnait une «figure nationale fédératrice», porteuse d'un «projet politique» fondé sur «l'unité nationale, la fidélité aux idéaux de la Révolution, la dignité et la justice». Le ministre a, à cet égard, salué la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de baptiser le stade et complexe sportif de Tizi Ouzou du nom de Hocine Aït Ahmed. Il pense que cette initiative présidentielle revêt une forte portée symbolique, en ce sens qu'elle inscrit la mémoire d'un grand leader national.

Sur le plan académique, deux communications ont été présentées par Mustapha Sadaoui, directeur du Laboratoire d'histoire locale, de mémoire collective et des nouvelles approches, et le Pr Meziane Saidi, enseignant à l'Ecole normale supérieure de Bouzaréah et directeur du Laboratoire des études historiques contemporaines, faisant ressortir le rôle majeur de Hocine Aït Ahmed durant la lutte de libération, notamment au sein de l'Organisation spéciale (OS), ainsi que son engagement dans l'action diplomatique et médiatique.

A l'issue du colloque, le ministre a rendu hommage à la famille du défunt Hocine Aït Ahmed, ainsi qu'aux intervenants ayant pris part à cette rencontre. Dans son allocution de clôture, il a affirmé que Hocine Aït Ahmed demeurera une véritable école de patriotisme et de sacrifice, de même qu'un symbole pérenne de la lutte pour la liberté et la souveraineté nationale. Il a, à ce titre, appelé à renforcer les efforts de transmission de cette mémoire auprès des jeunes générations.

K. A.

CONSACRÉE AU BILAN DE 2025

Tebboune préside une réunion du Haut Conseil de Sécurité

LE PRÉSIDENT de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, jeudi, une réunion du Haut conseil de sécurité, consacrée au bilan de l'année 2025 et à la prospective de l'année 2026, indique un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce jour, une réunion du Haut conseil de sécurité, consacrée au bilan de l'année 2025 et à la prospective de l'année 2026 concernant la Défense nationale, la situation aux frontières avec les pays du voisinage et la situation sécuritaire générale à l'intérieur du pays», lit-on dans le communiqué. **S. N.**

COOPÉRATION SANITAIRE ENTRE L'ALGÉRIE ET L'OIM

Réfugiés et migrants au centre des priorités

LE MINISTÈRE de la Santé et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont signé un mémorandum d'entente visant à renforcer la coopération dans le domaine de la santé, notamment au profit des migrants et des réfugiés. L'accord a été signé par le ministre de la Santé, le Pr Mohamed Seddik Aït Messaoudène, et la directrice générale de l'OIM, Amy Pope, en présence de cadres des deux institutions.

Cette initiative s'inscrit dans une dynamique de partenariat durable destinée à améliorer la qualité des services sanitaires et à renforcer la prise en charge des populations les plus vulnérables. Selon un communiqué du ministère, le mémorandum couvre plusieurs axes de coopération, parmi lesquels le renforcement des compétences des professionnels de la santé à travers des programmes de formation ciblés, le soutien aux structures sanitaires en fonction des besoins identifiés, ainsi que la préparation et la gestion des situations d'urgence et des crises sanitaires.

L'accord prévoit également le développement des capacités des régions frontalières en matière de surveillance sanitaire, l'amélioration de l'efficacité du système de veille épidémiologique, l'échange d'expertises et la réalisation d'études d'intérêt commun. Il vise, en outre, à garantir un accès équitable aux services de santé pour les migrants et les réfugiés présents sur le territoire national.

A cette occasion, le ministre de la Santé a affirmé que la signature de cet accord reflète l'engagement constant de l'Etat algérien en faveur des principes de solidarité humaine et du respect du droit à la santé, conformément aux lois nationales et aux conventions internationales ratifiées par l'Algérie. Il a souligné que cette approche s'inspire des valeurs profondément ancrées dans la société algérienne et des principes portés par la révolution algérienne, fondés sur la défense des causes justes, le respect de la dignité humaine et la promotion de la solidarité et de l'entraide.

De son côté, la directrice générale de l'OIM a salué les efforts déployés par l'Algérie en matière de prise en charge sanitaire des migrants et des réfugiés. Elle a mis en avant la politique adoptée et les mesures mises en œuvre pour garantir leur accès aux soins et aux services médicaux, tout en soulignant le rôle stratégique de l'Algérie en tant que facteur de stabilité et de solidarité dans la région. **Lynda Louifi**

COMMERCE EXTÉRIEUR

Un guichet unique pour booster le Made in Algeria

Dans le cadre de la réforme du système du commerce extérieur, les autorités envisagent le lancement du guichet unique des exportateurs et la généralisation des outils numériques d'accompagnement. C'est ce qu'a indiqué le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, qui a présenté les principales mesures engagées pour renforcer la compétitivité du produit national, réduire les coûts logistiques et élargir la base des exportateurs algériens sur les marchés internationaux.

Lors de son intervention devant la commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Rezig a révélé que son département prépare le lancement du guichet unique des exportateurs, accompagné d'une plate-forme de prise de rendez-vous destinée aux opérateurs économiques, dans le but de faciliter l'examen de leurs préoccupations, de simplifier les procédures, de renforcer la transparence et d'accélérer le traitement des dossiers.

Cette initiative s'inscrit dans une démarche globale de numérisation du processus de soutien aux exportations, marquée par la relance de plusieurs plates-formes numériques, notamment celle dédiée au suivi des accords conclus lors des foires internationales, ainsi que la plate-forme de suivi des contrats signés dans le cadre de la Foire du commerce intra-africain (IATF), récemment organisée en Algérie. S'y ajoute également la plate-forme numérique relative à la gestion des produits fabriqués essentiellement à partir de déchets ferreux et non ferreux.

Le ministre a exposé le parcours des efforts engagés par son département dans le cadre de la nouvelle orientation économique du pays, fondée sur la diversification de l'économie nationale, la promotion des exportations hors hydrocarbures et le renforcement de la compétitivité du produit national sur les marchés extérieurs.



Renforcer la compétitivité du produit national.

Dans ce contexte, une restructuration du système du commerce extérieur est en cours à travers une série de décisions structurelles visant à améliorer la gouvernance et l'efficacité. En matière d'accompagnement des exportateurs, le ministère a mis en place un dispositif multidimensionnel, reposant notamment sur la libéralisation de l'activité d'exportation et la simplification de ses conditions d'exercice. Désormais, les producteurs et les prestataires de services peuvent exporter sans obligation d'inscription au registre du commerce spécifique à l'exportation, une mesure qui a permis d'élargir la base des opérateurs engagés dans la dynamique d'exportation.

A ce titre, le nombre d'exportateurs recensés durant les dix premiers mois de l'année 2025 a atteint environ 1 800 exportateurs, dont 788 vers le Continent africain, 961 vers les pays européens et 430 entreprises vers les marchés asiatiques, certains opérateurs ayant réalisé des opérations d'exportation vers plus d'un continent, selon le même responsable.

M. Rezig a également souligné le rôle central du Fonds spécial pour la promotion des exportations (FSPE), considéré comme l'un des principaux mécanismes de soutien, puisqu'il assure le remboursement d'une part significative des coûts du transport international. Afin de garantir la prise en charge de l'ensemble des dossiers déposés, les services du ministère ont formulé plusieurs propositions dans le cadre de la loi de finances 2026, visant à diversifier les sources de financement du fonds.

Parmi les mesures approuvées figurent le relèvement de la contribution du produit de la taxe intérieure sur la consommation à 10 % au lieu de 5 %, l'affectation de 500 DA provenant des recettes liées à la délivrance du certificat d'origine à l'exportation, ainsi que la prise en charge des frais de participation des exportateurs aux foires et Salons à l'étranger.

Par ailleurs, les services du ministère attendent l'autorisation des services du ministre des Finances afin de procéder au remboursement des créances des opérateurs économiques enregistrées au titre des années 2022, 2023 et 2024.

Dans le cadre de la réduction des coûts logistiques, plusieurs accords ont été conclus avec des opérateurs de transport maritime, aérien et terrestre, notamment le Groupe algérien de transport maritime (GATMA), Air Algérie Cargo et l'entreprise LOGITRANS, en vue de soutenir les exportations destinées aux marchés extérieurs. Le nombre de dossiers de remboursement traités dans ce cadre s'élève à 778 dossiers pour Air Algérie Cargo, 59 dossiers pour GATMA et 39 dossiers pour LOGITRANS. S'agissant de la promotion du produit national, le ministre a annoncé l'élaboration du programme officiel de participation aux foires et Salons internationaux pour l'année 2026, qui comprend plus de 26 manifestations économiques, dont six foires internationales, huit Salons spécialisés et quatorze expositions dédiées aux produits algériens organisées dans plusieurs pays, dans l'objectif de renforcer la visibilité du label «Made in Algeria». En parallèle, un programme national des foires et Salons a été préparé à travers 28 wilayas, couvrant différentes spécialités, afin de mettre à disposition des espaces professionnels organisés pour la présentation des produits et services nationaux et de renforcer l'interaction entre les acteurs économiques.

A ce propos, le ministre a affirmé que la promotion des exportations hors hydrocarbures ne constitue plus une simple politique sectorielle, mais un processus global reposant sur des réformes structurelles, des outils opérationnels et une coordination institutionnelle renforcée, destiné à bâtir un système d'exportation capable de créer de la richesse, de soutenir la croissance et de consolider la position de l'Algérie en tant qu'acteur économique fiable.

Rim Boukhari

LIGNE FERROVIAIRE OUEST ET GISEMENT DE GARA DJEBILET

Les dernières retouches avant la mise en service

LE GISEMENT de minerai de fer de Gara Djebilet et la ligne ferroviaire Ouest Béchar–Tindouf entrent dans leur phase finale. Après des années de travaux, les dernières retouches sont en cours, préparant l'ouverture imminente de ces infrastructures stratégiques. Ce projet majeur, qui reliera le gisement aux complexes industriels et portuaires, ouvre une nouvelle ère pour l'industrie nationale du fer et de l'acier et promet de renforcer le développement économique des régions du Sud.

La secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, chargée des Mines, Karima Bekkir Tafer, et le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, ont effectué, jeudi dernier, des visites de terrain à Tindouf et Béchar pour superviser les derniers ajustements au niveau de la mine et de la ligne ferroviaire minière Ouest, en préparation du lancement effectif de l'extraction et de la mise en service des infrastructures stratégiques du projet.

Sur place, la secrétaire d'Etat a inspecté les différents chantiers du projet et s'est enquise, sur le terrain, du rythme d'avancement des travaux, notamment au niveau de l'unité de traitement primaire. Elle a également pris connaissance des explications techniques fournies par les responsables du projet, aussi bien du côté algérien que chinois.

A cette occasion, Mme Tafer a souligné la nécessité de respecter strictement le programme de réalisation et les délais de livraison fixés, en particulier en ce qui concerne l'achèvement des travaux dans les délais prévus.

La secrétaire d'Etat a, par ailleurs, tenu une réunion de travail avec les responsables du Groupe Sonarem et de la société Feral. Cette rencontre a permis de faire le point sur les préparatifs en cours et d'arrêter une série de mesures pratiques, en prévision de l'expédition de la première cargaison de minerai de fer de Gara Djebilet vers le complexe sidérurgique Tosyali d'Oran, parallèlement à l'inauguration de la ligne ferroviaire minière Ouest reliant Gara Djebilet à Tindouf et Béchar.

Ces démarches s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République visant le lancement de l'exploitation du minerai de fer du gisement de Gara Djebilet au cours du premier trimestre de l'année 2026, ainsi que la mise en service de la ligne minière Ouest. L'objectif est de renforcer la valorisation des ressources minières nationales, de consolider la dimension stratégique du projet de Gara Djebilet dans le soutien à l'industrie du fer et de l'acier, et de contribuer au développement économique national. Cette visite s'est déroulée en présence du wali de la wilaya de Tindouf, Mustapha Dahou, du président-directeur général du Groupe Sonarem, Reda Belhadj, ainsi que de plusieurs cadres du secteur.

Par ailleurs, dans le contexte de la mise en service de la ligne ferroviaire minière Béchar–Tindouf sur l'ensemble de ses tronçons durant le mois de janvier 2026, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, s'est également rendu dans la wilaya de Béchar, dans le cadre d'une visite de travail couvrant les wilayas de Béchar et de Tindouf, prévue sur deux jours, les 8 et 9 janvier 2026.

Lors de cette visite, le ministre a constaté l'achèvement total des travaux de la ligne minière Ouest Béchar–Tindouf–Gara Djebilet, s'étendant sur 950 kilomètres, finalisés à la fin du mois de décembre 2025. Le projet comprend sept gares ferroviaires, dont la gare d'Oum El-Assel, où les travaux ont atteint leur phase finale, tandis que les six autres gares ont été entièrement achevées.

Le ministre procédera également à l'inspection d'un tronçon de la ligne à bord d'une locomotive dédiée aux essais techniques. Il a, en outre, pris connaissance des essais techniques préliminaires en cours, en prévision de la mise en exploitation de la ligne minière Ouest, dont l'inauguration est prévue dans les prochains jours.

R. B.

FABRICATION LOCALE DES MATIÈRES PREMIÈRES

L'Algérie relève le défi pharmaceutique

L'Algérie, qui a enregistré des avancées considérables en matière de développement de l'industrie pharmaceutique, avec une couverture considérable des besoins du marché national à hauteur de 80 %, ambitionne de faire plus, et ce à travers la fabrication locale des matières premières destinées à la fabrication de plusieurs médicaments. En plus de la réduction de la facture d'importation, c'est la consécration de la sécurité sanitaire qui est l'ultime objectif.

Le pays veut réduire sa dépendance du marché extérieur s'agissant des matières premières destinées à la production des médicaments, qui coûte au Trésor public 3 milliards de dollars. C'est sur ce dossier stratégique que se penche désormais le secteur de l'industrie pharmaceutique à travers le Groupe Saidal, qui a lancé plusieurs projets dans ce sens. C'est ce qu'a indiqué le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, lequel a fait état du lancement de plusieurs projets à travers le territoire national pour la production de matières premières destinées à la fabrication des médicaments, ce qui permettra, à court terme, de réduire de 60 % la facture d'importation de ces intrants.

Intervenant, avant-hier, lors d'une plénière du Conseil de la nation consacrée aux questions orales, M. Kouidri a précisé que le Groupe Saidal avait lancé la mise en œuvre de plusieurs projets importants alors que d'autres sont inscrits, lesquels contribueront à réduire les importations nationales de matières premières destinées à la fabrication des médicaments, estimées actuellement à 3 milliards de dollars.

Ces matières premières seront destinées à la production de médicaments anticancéreux, d'antibiotiques, de médicaments pour les maladies cardiovasculaires, d'antidiabétiques, d'anti-inflammatoires, d'hormones, de paracétamol et autres, en sus de projets associant des laboratoires privés disposant de capacités de production significatives, selon les précisions du ministre, qui n'a pas manqué de souligner le bond qualitatif réalisé par l'Algérie dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, avec un taux de couverture des besoins du marché par la production locale avoisinant 82 %,

Pour M. Kouidri, l'Algérie figure parmi les quelques pays ayant opté pour ce type d'investissements à caractère stratégique, visant à assurer localement la disponibilité des matières premières destinées à la fabrication des médicaments, après l'acquisition des technologies de production nécessaires. Pour le ministre de l'Industrie pharmaceutique, la consécration de la souveraineté sanitaire passe inéluctablement par la production locale de matières premières, une orientation que le secteur s'emploie à concrétiser à travers le Groupe Saidal, et ce à travers le lancement de plusieurs projets stratégiques de fabrication de matières premières.



Des avancées notables.

PRIORITÉ À LA DISPONIBILITÉ DE PRODUITS DE QUALITÉ

S'agissant de la stratégie du secteur en matière d'organisation concernant la fabrication des médicaments et des produits pharmaceutiques et de mise en place de mécanismes visant à éviter leur pénurie, le ministre a assuré que le secteur accorde la priorité à la disponibilité de produits de qualité, par la régulation et l'organisation du marché du médicament, la limitation des importations anarchiques et l'encouragement des investisseurs à se tourner vers la fabrication de dispositifs médicaux. Concernant la disponibilité des médicaments sur le marché local, le ministre a dit que sur un total de 6 500 médicaments commercialisés localement, le secteur enregistre actuellement l'indisponibilité de 16 médicaments en raison de leur rareté sur le marché international, soulignant qu'il existe des produits de substitution pour pallier ce manque, outre une nette amélioration de la disponibilité des médicaments au niveau de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH).

Interrogé sur les tests et produits utilisés pour le diagnostic des allergies, de l'asthme et de la rhinite allergique chronique, M. Kouidri a indiqué que le secteur poursuivait sa politique d'encouragement de l'investissement dans ce domaine, faisant état du lancement de plusieurs projets de localisation de l'industrie de médicaments novateurs par des producteurs algériens, en partenariat avec des laboratoires étrangers spécialisés.

Le secteur s'attelle aussi à orienter les investisseurs vers la production de médicaments et de produits pharmaceutiques qui étaient auparavant importés, a précisé le ministre, affichant l'engagement du secteur à assurer la disponibilité de ce type de préparation de diagnostic et à répondre aux demandes exprimées par l'Institut Pasteur, tout en accordant toutes les facilités nécessaires à l'implantation d'unités de production locale de ces produits pharmaceutiques.

Le secteur, a ajouté le ministre, met en œuvre des programmes d'importation étudiés pour ces produits, soumis à un contrôle rigoureux, jusqu'à la localisation effective de leur production, tout en octroyant les autorisations d'importation nécessaires au profit de l'Institut Pasteur.

Lilia A. A.

EQUIPEMENTS MÉDICAUX

Mise en place d'un plan national de maintenance

CONFRONTÉ aux pannes récurrentes qui entravent le fonctionnement de plusieurs établissements de santé, le secteur de la santé engage une démarche globale visant à renforcer la maintenance, moderniser la gestion des équipements et améliorer les compétences humaines. C'est ce qu'a indiqué, jeudi dernier, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène devant le Conseil de la nation, lors d'une séance plénière du Conseil de la nation consacrée aux questions orales adressées aux membres du gouvernement,

M. Aït Messaoudène a exposé, devant la Chambre haute du Parlement, les grandes lignes d'un programme national en cours d'élaboration, destiné à assurer la continuité des soins et à consolider l'efficacité du système sanitaire. Il a déclaré que «la garantie du bon fonctionnement des équipements médicaux constitue une priorité absolue du secteur de la santé», annonçant «l'élaboration en cours d'un programme national avec pour objectif de réduire significativement les pannes affectant ces équipements». Il a souligné que leur fiabilité conditionne directement la qualité de la prise en charge des patients.

Le ministre a expliqué que les dysfonctionnements enregistrés dans plusieurs structures sanitaires résultent d'un ensemble de facteurs cumulés.

Il a notamment cité «le retard accusé dans la conclusion et le renouvellement des contrats de maintenance avec les opérateurs spécialisés», ainsi que «les difficultés liées à l'approvisionnement régulier des établissements de santé en pièces de rechange indispensables». A ces contraintes s'ajoutent «des insuffisances dans l'application effective des programmes de maintenance préventive» et «une utilisation inappropriée de certains appareils médicaux, due au manque de qualification et de formation spécialisée du personnel concerné».

Face à cette situation, M. Aït Messaoudène a indiqué que son département a émis des instructions strictes afin d'»accélérer la conclusion et le renouvellement des contrats de maintenance» et d'»assurer une prise en charge immédiate des pannes constatées, en particulier celles touchant les équipements à caractère urgent». Il a également donné des directives pour «renforcer les mécanismes de suivi périodique des programmes de maintenance préventive», mettant l'accent sur «la détection précoce des premiers indicateurs de dysfonctionnement et l'intervention proactive avant l'aggravation des pannes».

SÉCURISATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN PIÈCES DE RECHANGE

Dans le cadre des solutions structurelles envisagées, le ministre a fait savoir que les services de son département œuvre, en coordination avec les secteurs concernés, à «faciliter et accélérer les procédures administratives relatives à l'approvisionnement des établissements sanitaires en pièces de rechange».

Il a également annoncé «l'élaboration d'un cadre réglementaire adapté pour l'importation de ces pièces, selon un cahier des charges précis, garantissant leur disponibilité et une maintenance continue». Parallèlement, un «inventaire périodique, rigoureux et détaillé du parc national des équipements médicaux» est prévu afin d'identifier les pannes récurrentes et d'y apporter des réponses appropriées.

Sur le plan de la modernisation des outils de gestion, Aït Messaoudène a révélé qu'»une plateforme numérique dédiée à la gestion et à la maintenance des équipements médicaux a été développée et est désormais opérationnelle», assurant que cette plateforme permettra, d'améliorer la traçabilité des équipements, d'optimiser le suivi des opérations de maintenance et de renforcer la coordination entre les différents acteurs du secteur.

Par ailleurs, abordant la question de l'intégration des diplômés des écoles privées de formation paramédicale, le ministre a indiqué «avoir donné des instructions aux directeurs de la santé de wilayas afin de procéder au recensement des diplômés concernés». Cette démarche ambitionne d'assurer leur intégration progressive dans les établissements de santé publics et privés, en fonction des postes disponibles, avec une priorité accordée «aux nouveaux établissements sanitaires récemment mis en service».

Evoquant le renforcement des wilayas du Sud et des Hauts Plateaux en médecins spécialistes, M. Aït Messaoudène a fait état de «l'inscription programmée de nouvelles spécialités médicales dans le cadre du programme national de formation spécialisée», soutenant que cette orientation s'inscrit dans une volonté de «réduire les disparités régionales en matière d'accès aux soins spécialisés» et de consolider la présence médicale dans ces régions, en réponse aux besoins exprimés par les populations locales.

Sihem Bounabi

INNOVATION ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Un nouveau pôle au service du secteur financier national

L'UNION ALGÉRIENNE des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), en partenariat avec des institutions académiques et techniques, a inauguré, avant-hier, un pôle dédié à l'innovation et à l'intelligence artificielle (IA) à Sidi Abdallah. Ce centre, portant le nom de Chahid Abdelhafid-Ihaddaden, ambitionne de rapprocher l'Université et le secteur des assurances, de stimuler la recherche appliquée et de former des experts capables de développer des solutions numériques innovantes adaptées aux besoins du marché national.

Le lancement a été supervisé par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, qui a souligné que ce pôle illustre l'orientation de l'Algérie vers une économie de connaissance, innovante et numérique, en phase avec la vision de développement 2024-2029 du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Selon lui, le projet valorise le capital humain formé dans les universités algériennes et contribue à proposer des solutions innovantes au service du développement économique national.

La convention de création du pôle a été signée par les principaux acteurs académiques et institutionnels : Ahmed Medeghri, directeur de l'École nationale supérieure des mathématiques (ENSM), Youcef Benmicia, président de l'UAR, ainsi que les directeurs des écoles et laboratoires spécialisés dans l'intelligence artificielle, la recherche appliquée et l'innovation financière. Cette initiative constitue un cadre structuré pour stimuler la recherche appliquée et l'expérimentation de solutions innovantes adaptées au secteur des assurances.

Le délégué général de l'UAR, Abdelhakim Berrah, a précisé que le pôle offrira deux parcours complémentaires pour les diplômés : l'un à vocation administrative et managériale, l'autre axé sur l'expertise technique et l'innovation. L'objectif est de développer une intelligence artificielle nationale répondant aux spécificités, aux valeurs et aux intérêts de la société algérienne. Parallèlement, l'Union prévoit l'élaboration d'un référentiel des métiers du secteur des assurances sur trois à cinq ans, ainsi que le lancement de projets structurants, incluant un fonds d'investissement et un institut dédié à l'innovation.

Pour sa part, Youcef Benmicia a rappelé que ce pôle constitue un espace complémentaire entre le monde académique et les acteurs professionnels, permettant de structurer l'innovation et d'accompagner la transformation des métiers de l'assurance. Selon lui, l'initiative vise à encourager l'émergence de solutions adaptées aux besoins du secteur, tout en accompagnant les gestionnaires et cadres dans leur montée en compétences, conformément aux grandes orientations économiques nationales.

M. B.

RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

Clarifications sur les candidatures en ligne

Le ministère de l'Éducation nationale vient d'apporter des précisions sur la situation des dossiers des candidats au concours de recrutement des enseignants sur titre, session 2025, afin de dissiper les inquiétudes soulevées par de nombreux postulants concernant les résultats de l'étude de leurs candidatures déposées en ligne.



Dans un communiqué rendu public, le ministère indique que les opérations d'inscription et de dépôt des dossiers se sont déroulées exclusivement par voie électronique, via la plateforme numérique de l'Office national des examens et concours (ONEC), entre le 16 décembre 2025 et le 6 janvier 2026. Cette procédure concernait les candidats aux trois cycles d'enseignement : primaire, moyen et secondaire.

Face aux interrogations relatives aux mentions figurant sur la plateforme numérique après l'étude des dossiers, le département de l'Éducation a tenu à expliciter leur signification afin de garantir la transparence et rassurer les candidats.

La mention « dossier conforme » signifie que le dossier a été examiné et validé par la commission compétente au niveau de la direction de l'éducation, après vérification du respect des conditions légales exigées pour le recrutement. Les candidats concernés sont considérés comme admis à cette étape du concours et seront convoqués pour passer l'entretien oral. En revanche, la mention « dossier non conforme » indique que le dossier n'a pas satisfait aux conditions requises après son examen par la commission spécialisée. Toutefois, les candidats concernés ont la possibilité de corriger leur candidature en ligne, soit en rectifiant les informations saisies, soit en téléversant à nouveau les pièces justificatives nécessaires, afin que leur dossier fasse l'objet d'un nouvel examen. S'agissant de la mention « en cours d'étude », elle signifie que le dossier n'a pas encore été traité par la commission compétente. Le ministère explique cette situation par le nombre important de candidatures enregistrées et par la volonté d'accorder à chaque dossier l'attention requise, dans le respect de l'égalité des chances entre les postulants. Le ministère de l'Éducation a enfin précisé que l'examen définitif des dossiers reste tributaire de l'achèvement des travaux des commissions chargées de l'étude et du réexamen des candidatures au niveau des directions de l'éducation. Les listes finales des candidats admis et convoqués à l'entretien oral seront annoncées ultérieurement.

Lynda Louifi

RÉGULARISATION DES SYNDICALISTES

Le ministère ouvre l'examen des dossiers

LE MINISTÈRE de l'Éducation nationale a annoncé le lancement de la phase d'étude des dossiers relatifs aux fonctionnaires mis à la disposition des organisations syndicales agréées, dans le cadre de la régularisation de leur situation professionnelle et juridique. Dans un communiqué rendu public, le département de l'Éducation précise que cette étape intervient après l'expiration des délais fixés pour le dépôt des listes nominatives des agents concernés. Ces listes, transmises par les organisations syndicales agréées auprès du secteur, ont été déposées dans les délais impartis, les 6 et 7 janvier.

Selon le communiqué, les services compétents du ministère ont entamé l'examen des dossiers en coordination avec les organisations syndicales concernées, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur. Cette démarche vise à assurer une régularisation transparente et équitable des situations professionnelles des agents concernés. À cette occasion, le ministère a salué l'esprit de responsabilité et de coopération dont ont fait preuve l'ensemble des organisations syndicales agréées, soulignant leur engagement à respecter les procédures et les délais établis.

Le département ministériel a également mis en avant l'intérêt accordé par ces organisations à la préservation des droits professionnels de leurs adhérents, un facteur jugé essentiel pour la stabilité du climat professionnel au sein du secteur.

Par ailleurs, le ministère de l'Éducation a réaffirmé son attachement au dialogue social, rappelant que ses services demeurent ouverts à l'ensemble de ses partenaires sociaux. Le communiqué insiste sur l'importance d'un dialogue constructif et d'une communication continue pour accompagner les réformes et améliorer le fonctionnement du système éducatif national. Enfin, le ministère a appelé à la poursuite du travail conjoint dans le même esprit de concertation et de responsabilité, au service de l'ensemble des personnels du secteur de l'Éducation nationale et dans l'intérêt général.

L. L.

ÉCOLE D'APPLICATION DE LA SÛRETÉ NATIONALE DE SOUMAA

Sortie de la 62e promotion des agents de police

LA WILAYA de Blida a abrité, jeudi, la cérémonie de sortie de la 62e promotion des agents de police au niveau de l'École d'application de la Sûreté nationale de Soumaa, Abdelmadjid Bouzbid, en présence de hautes autorités de l'État. La cérémonie s'est déroulée sous la supervision du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et du Transport, Saïd Sayoud, accompagné des ministres de la Justice et de l'Éducation, ainsi que du directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, en présence de responsables civils et militaires, de cadres de la Police nationale et des familles des diplômés.

À cette occasion, le directeur de l'École nationale de formation à la sécurité, le contrôleur de police, Mohamed Cherif Boudrouache, a indiqué que cette promotion comptait 1 394 diplômés, dont 1 003 issus de l'école elle-même, 309 de la section de M'sila et 82 du centre de formation de Béni Mered (Blida).

M. Boudrouache a ajouté que la promotion a suivi une formation de base de douze mois, comprenant des cours théoriques et pratiques. Celle-ci débute par une préparation physique et psychologique intensive et inclut un enseignement juridique renforcé par des exercices pratiques au sein de l'établissement. Les élèves simulent des situations professionnelles similaires à leurs futures missions sur le terrain, en utilisant les installations de l'école, son terrain d'entraînement urbain et sa ville de simulation.

La cérémonie a été ponctuée de démonstrations professionnelles, la remise des diplômes aux lauréats et un défilé des promotions, reflétant le niveau de préparation et de compétence atteint par les nouveaux éléments de la Police nationale. Par ailleurs, la 62e promotion a été baptisée du nom du défunt commissaire Salah Djaghboub, en hommage à son parcours exemplaire, à son professionnalisme et à son dévouement au service de la nation. Ce geste symbolique vise à perpétuer la mémoire des cadres de la Police nationale ayant marqué l'institution par leur engagement et leur sens du devoir.

Il est à noter que le défunt, né en 1942 à Blida, a intégré les Forces de sécurité nationale le 10 août 1964, gravissant progressivement les échelons et servant dans plusieurs commissariats de la sécurité d'État, le dernier à Blida en 1988. Le commissaire Salah Djaghboub a été victime d'un lâche attentat terroriste le 1er avril 1992, dans la ville de Sidi Moussa.

T. Bouhamidi

TRUMP MENACE CUBA, LE MEXIQUE ET L'IRAN :

«Je n'ai pas besoin du droit international»

Affirmant que seule sa «moralité» guide ses décisions, Donald Trump revendique une politique étrangère affranchie du droit international. De Cuba à l'Iran, en passant par le Mexique et le Groenland, ses déclarations dessinent une diplomatie fondée sur la force et la menace.



Dans une interview accordée au New York Times, le président américain Donald Trump a déclaré que sa propre « moralité » constituait la seule limite à ses actions en politique étrangère. « Ouais, il y a une chose. Ma propre moralité. Mon propre esprit. C'est la seule chose qui peut m'arrêter », a-t-il affirmé. Interrogé sur l'existence de contraintes susceptibles de restreindre l'action américaine à l'étranger, Donald Trump a indiqué que cette limite relevait exclusivement de son jugement personnel : « Je n'ai pas besoin du droit international. » « Je pense que Cuba ne tient qu'à un fil. Cuba a de gros problèmes » Dans le cadre de son interview, le président américain a évoqué la situation à Cuba. Il a estimé que les autorités de l'île se trouvaient dans une position de grande fragilité, évoquant les difficultés auxquelles le pays est confronté après des années de « dépendance » à l'égard du Venezuela, notamment en matière d'énergie et de ressources financières : « Toute leur force vitale, toute leur vie était au Venezuela. Ils recevaient leur pétrole, ils recevaient leur argent du Venezuela ». Abordant la question d'un éventuel renforcement de la pression exercée sur La Havane, Donald Trump a déclaré ne pas voir de moyen plus efficace qu'une intervention directe : « Je ne pense pas qu'on puisse faire plus de pression autrement qu'en allant faire sauter cet endroit ». Il a, dans ce cadre, salué l'action de l'armée américaine, soulignant qu'aucune perte n'avait été enregistrée du côté américain lors de l'opération ayant conduit à la capture de Nicolás Maduro : « Comme vous le savez, quand nos merveilleux soldats sont entrés, aucun des nôtres n'a été tué. Dans cette bataille, ils ont perdu beaucoup de combattants cubains. Beaucoup. Les soldats américains ont fait un travail incroyable ». Mexique : le président américain accuse les cartels de dominer le pays Le Mexique a également fait l'objet de déclarations accusatoires de la part du président américain. Ainsi, Donald Trump a affirmé que le pays serait aujourd'hui contrôlé par les cartels de la drogue. Il a déclaré que les autorités américaines auraient intercepté 97 % des stupéfiants transitant par voie maritime et a indiqué que les États-Unis envisageaient désormais des actions visant les réseaux terrestres : « Maintenant, nous allons commencer à lutter contre les cartels sur terre. » Selon les déclarations du président américain, ces organisations criminelles seraient responsables de la mort de 250 000 à 300 000 personnes chaque année aux États-Unis. Il a également évoqué les conséquences sociales de la consommation de drogues, faisant référence à la destruction de familles, tout en affirmant que les chiffres seraient en baisse, tant en matière de trafic de stupéfiants que d'immigration. Donald Trump a par ailleurs décrit la situation à la frontière comme un chaos sans précédent, qu'il dit avoir rétabli. Menaces explicites contre l'Iran Concernant l'Iran, Donald Trump a averti qu'une répression des manifestations entraînerait une riposte sévère de la part des États-Unis. « Je leur ai fait comprendre que s'ils commençaient à tuer des gens, comme ils le font habituellement lors des émeutes — ils ont souvent des émeutes — s'ils le faisaient, nous les frapperions très fort », a-t-il fait savoir. Il a reconnu que plusieurs dizaines de personnes avaient déjà trouvé la mort lors de mouvements de foule, tout en déclarant suivre la situation « de très près ». Le président américain a déclaré que les autorités iraniennes avaient été clairement averties qu'elles devraient « payer un prix très élevé » si les violences se poursuivaient. Une escalade permanente des menaces Depuis l'enlèvement de Nicolás Maduro, la rhétorique offensive de Donald Trump s'est intensifiée. Les menaces adressées à différents pays se multiplient presque quotidiennement. Elles ne visent plus seulement l'Amérique centrale ou du Sud, ni le Moyen-Orient, mais s'étendent désormais à des territoires européens, y compris le Groenland, partie intégrante du Royaume du Danemark, pourtant allié des États-Unis au sein de l'OTAN.

R. I.

EN RÉPONSE À UNE ATTAQUE CONTRE LA RÉSIDENCE DE POUTINE

La Russie tire un missile «Orechnik» contre l'Ukraine

MOSCOU annonce avoir mené une frappe de haute précision contre des infrastructures critiques en Ukraine. Selon le ministère russe de la Défense, l'opération a été conduite en réponse à une attaque terroriste visant la résidence du président Vladimir Poutine. Dans la nuit du 9 janvier, les forces armées russes ont mené une frappe massive à l'aide d'armes de haute précision et de longue portée, déployées depuis des plateformes terrestres et navales, contre des infrastructures qualifiées de critiques en Ukraine, a rapporté le ministère russe de la Défense. D'après le communiqué, cette opération constitue une réponse à une attaque terroriste menée par les forces armées ukrainiennes sur la résidence du président russe dans la région de Novgorod. L'ensemble des objectifs fixés a été atteint. Les frappes ont visé des installations de production de drones impliquées dans l'attaque, ainsi que des infrastructures énergétiques assurant le fonctionnement du complexe militaro-industriel ukrainien. Le ministère a précisé que des systèmes russes de missiles hypersoniques à portée intermédiaire Orechnik figuraient parmi les moyens employés. En outre, le ministère russe de la Défense a averti que de tels agissements de la part de Kiev ne resteraient pas sans réponse à l'avenir, réaffirmant que la Russie continuerait à réagir de manière déterminée à toute attaque de cette nature. Dans la nuit du 28 au 29 décembre, le régime de Kiev a lancé une « attaque terroriste » à l'aide de 91 drones contre la résidence d'État de Vladimir Poutine, dans la région de Novgorod, au nord-ouest de Moscou, a déclaré Sergueï Lavrov. Selon le ministre russe des Affaires étrangères, tous les appareils ont été détruits par la défense aérienne. Le chef de la diplomatie russe a souligné que l'attaque ukrainienne avait été perpétrée « au cours de discussions russo-américaines intenses » sur le règlement du conflit. « De telles actions imprudentes ne resteront pas sans réponse.

L'armée russe a défini les cibles des ripostes et le moment de leur lancement », a-t-il alors indiqué.

R. I

GROENLAND

Les soldats danois ont l'ordre de tirer d'abord et de poser les questions ensuite

FACE aux ambitions de Washington sur le Groenland, le Danemark invoque un décret historique. Celui-ci impose aux militaires de contrattaquer immédiatement en cas d'invasion, sans l'aval préalable du haut commandement une règle de défense absolue qui s'applique à l'ensemble du territoire du royaume, île comprise.

La directive obligeant les militaires danois à ouvrir « immédiatement » le feu en cas d'invasion extérieure reste en vigueur, a affirmé le ministère danois de la Défense. Cette information a été révélée alors que l'administration américaine envisageait de « s'emparer » du Groenland. La décision de contrattaquer sera prise conformément à la directive historique de 1952, qui impose aux troupes d'ouvrir immédiatement le feu en cas d'invasion du territoire du royaume, sans attendre ni demander les ordres du haut commandement. Comme la politique étrangère et la défense du Groenland relèvent de la compétence du Danemark, la directive s'applique également aux forces armées présentes sur l'île. Les États-Unis ont réaffirmé leur intérêt pour la plus grande île de la planète en décembre dernier, assurant qu'elle était « indispensable » en raison de la présence prétendue de « navires russes et chinois » dans les environs. Dans le contexte de l'opération militaire américaine au Venezuela, la pression s'est intensifiée : l'épouse du directeur adjoint de cabinet à la Maison Blanche Stephen Miller, Katie Miller, a publié une image de l'île colorée aux couleurs du drapeau des États-Unis, accompagnée de la légende « BIENTÔT ». Rehaussant le ton, Reuters, citant la Maison Blanche, a rapporté que les États-Unis envisageaient les moyens d'acquérir le Groenland, y compris le recours aux forces armées américaines.

L'agence a toutefois souligné que la question de l'acquisition de l'île ne disparaîtra pas de l'agenda américain, malgré les objections des dirigeants des pays de l'OTAN. Une éventuelle invasion américaine du Groenland remet en question l'existence de l'OTAN L'intérêt accru de Washington pour le Groenland a suscité l'inquiétude du reste de l'Occident. Actuellement, les pays européens mènent des négociations sur la manière de réagir en cas d'attaque américaine contre l'île. Selon Politico, les pays de l'UE préparent un « plan de dissuasion » pour cette éventualité, soulignant la possibilité d'un « affrontement direct ». Dans le même temps, les inquiétudes quant à l'avenir de l'OTAN s'intensifient. Selon la Première ministre danoise, Mette Frederiksen, la décision des États-Unis de recourir à la force militaire contre un autre pays membre de l'OTAN pourrait entraîner l'effondrement de l'Alliance. En Russie, on estime que Washington a déjà pris sa décision.

« Il semble que ce soit décidé pour le Groenland : l'UE va continuer de faire ce que les vassaux font de mieux : "suivre la situation" et illustrer le principe du deux poids deux mesures », a écrit sur X le représentant spécial du président russe et directeur du Fonds russe d'investissement direct, Kirill Dmitriev.

R. I.



CAN 2025/Nigéria – Algérie

Riyad Mahrez

« Ce sera ma dernière CAN. Je veux gagner à nouveau la Coupe d'Afrique des Nations avec cette génération.



Le capitaine des Fennecs a d'abord relativisé la pression qui entoure ce match : « C'est vrai qu'on a un jour de moins de récupération par rapport au Nigeria, mais ce n'est pas si important que ça, ce qui compte c'est l'aspect psychologique. On ne ressent pas de grosse fatigue ». Pour Mahrez, l'équipe est prête et concentrée : « L'équipe est prête pour le match de demain ». Concernant la pression, il a insisté sur le fait qu'elle faisait partie intégrante du football de haut niveau : « Il n'y a pas de pression supplémentaire au sujet de ce match. La pression a toujours été présente, et on fait tout pour nous qualifier. L'Algérie et le Nigeria sont deux grandes nations, et on espère se qualifier demain ». En évoquant la comparaison avec la CAN 2019 en Égypte, Mahrez a rappelé que les contextes et les effectifs ont changé : « En 2019 on avait remporté le titre, cela remonte à 6 ans et plusieurs joueurs ne sont plus là. La manière de jouer est différente, et on a plus d'expérience et ce qu'on fait jusqu'à présent est bon, et puis le plus important est d'être prêt à 100% et de gagner demain ». Pour Mahrez, la force de l'équipe réside dans l'implication de tous les joueurs : « Tous les joueurs présents ont un mot à dire qu'ils aient joué 30, 45 ou 60 minutes et c'est ce qui s'est passé la dernière fois avec le petit Boulbina face à la RD Congo, et c'est ce qui constitue la force de notre équipe ». Le capitaine a évoqué ses souvenirs contre le Nigeria : « On a déjà joué contre le Nigeria et on ne peut pas oublier le moment symbolique quand j'avais marqué un coup franc en 2019. C'est une très bonne équipe le Nigeria. Je suis plein d'enthousiasme pour ce match, qui sera sûrement plaisant pour les deux équipes » Interrogé sur son rôle dans les changements de joueurs lors du dernier match face à la RDC, Mahrez a clarifié : « Quand j'ai été remplacé, j'étais stressé, j'ai parlé avec tout le monde même avec l'entraîneur, et pour ce qui est des remplacements, c'est lui qui décide, pas moi ». Il a aussi rappelé la compétitivité historique entre les deux équipes : « Je connais bien l'historique des matchs Algérie–Nigeria et l'écart n'est pas énorme en termes de nombre de victoires ». Concernant la force offensive du Nigeria, il a déclaré avec ironie : « J'ai peur ». Mais il a immédiatement relativisé : « Le Nigeria a une attaque forte, on ne peut pas le nier, mais demain personne ne sait comment sera le match. On n'a pas du tout peur. On a des atouts qui font peur, nous ». Enfin, Mahrez a insisté sur la nécessité de rester concentré sur le moment présent : « On va jouer match par match, sachant que tous les matchs sont difficiles » et « Je ne parlerai pas d'avenir, mais que du match de demain, pour réaliser une bonne chose pour nos supporters ». Le ton est clair : l'Algérie abordera ce quart de finale avec confiance, lucidité et un état d'esprit combatif, prête à affronter une attaque nigériane redoutable et à donner satisfaction à ses supporters.

Petkovic, « Il va falloir être aussi bon en attaque qu'en défense »

À LA VEILLE du quart de finale de la Coupe d'Afrique des Nations 2025 entre l'Algérie et le Nigeria, le sélectionneur national Vladimir Petkovic s'est exprimé en conférence de presse pour détailler la préparation de ses joueurs et l'état d'esprit de son équipe.

Le technicien suisse a souligné l'importance de la préparation physique, notamment après le match éprouvant contre la RD Congo qui s'était conclu après 120 minutes de jeu. « On s'est préparés pour ce match du côté physique, pour que nos joueurs soient prêts, surtout qu'on a joué 120 minutes face à la RD Congo. On affronte l'un des favoris pour la CAN », a-t-il déclaré. Petkovic a ajouté que la récupération avait été un axe central : « Nous avons surtout essayé de récupérer car on a peu de temps entre les deux matchs », expliquant ainsi que le temps limité entre les rencontres imposait un travail précis sur l'endurance et la récupération musculaire. Pour le sélectionneur Vladimir Petkovic, « tout commence par l'état d'esprit et nos joueurs savent comment récupérer des efforts. Nous travaillons chaque jour et nous y arrivons ». L'accent est donc mis autant sur la préparation mentale que sur la forme physique, une double exigence essentielle pour un quart de finale de haut niveau face à un adversaire redoutable comme le Nigeria.

Concernant la disponibilité de certains joueurs clés, Petkovic est resté prudent, notamment à propos de l'international Ismaël Bennacer : « Nous avons une dernière séance d'entraînement et après je vais décider quel joueur est prêt ou non. Avant je ne saurais pas vous dire si Bennacer est prêt ou non ». Il a précisé que pour Bennacer, la décision se ferait au dernier moment : « Pour Bennacer c'est difficile, cela se précisera ce soir. On saura au dernier moment s'il peut jouer. Je ne dirai pas qui va jouer (rires)



». Quant à Mohamed Amine Tougai, blessé lors de la rencontre contre la Guinée équatoriale et arrivé avec des douleurs musculaires, le sélectionneur a confirmé que « actuellement il se rétablit », laissant entendre qu'il pourrait être opérationnel pour la rencontre, selon l'évolution de sa condition physique. Sur le plan tactique, Petkovic a insisté sur la recherche d'un équilibre entre attaque et défense : « On va jouer avec un équilibre attaque-défense pour pousser l'équipe vers l'avant et obtenir un bon résultat ». L'objectif est de combiner solidité défensive et créativité offensive pour faire face à l'une des équipes les plus redoutables de cette CAN. Enfin, le choix d'une liste élargie de 28 joueurs a été justifié par la nécessité de gérer les blessures et de préparer chaque match de manière optimale : « Oui, presque tous les joueurs ont joué. Avant chaque match tous les joueurs sont prêts ». Cela souligne l'importance d'avoir un effectif complet et compétitif, capable de répondre aux exigences physiques et stratégiques du tournoiAlors que l'Algérie s'apprête à défier le Nigeria samedi au Stade de Marrakech, la conférence de Petkovic traduit la volonté de son équipe de se présenter sous son meilleur jour, tant sur le plan physique que mental, pour viser une qualification pour les demi-finales de cette édition 2025 de la CAN.

Trois Verts sous la menace d'une suspension

SI LA PRIORITÉ absolue restera évidemment de se qualifier pour les demi-finales, trois Verts devront faire attention à leur comportement face au Nigeria. Trois éléments importants sont donc sous la menace d'une suspension, et tous trois pour des raisons plutôt discutables. Avertis face à la République démocratique du Congo, Rafik Belghali, Anis Hadj-Moussa et Baghdad Bounedjah sont ainsi tous en danger.,Si l'Équipe Nationale venait à battre son homologue des Super Eagles, elle pourrait avoir à disputer une demi-finale sans son latéral droit titulaire, sans son seul vrai attaquant de pointe (Berkane n'ayant pas joué et Bakrar ayant déçu), et sans son super-sub à droite. À noter que, selon les règles en vigueur pour cette Coupe d'Afrique des Nations 2025, c'est à partir des huitièmes de finale que les compteurs des cartons ont été remis à zéro, et non en quarts comme l'a laissé comprendre une rumeur répandue sur les réseaux sociaux.

Retour de Tougai et Chergui !

Les Verts ont effectué une séance d'entraînement axée essentiellement sur les aspects technico-tactiques. Soucieux de préserver la fraîcheur physique du groupe après l'enchaînement des matchs, le staff technique a mis en place un programme adapté, permettant aux joueurs de récupérer tout en maintenant un niveau d'intensité maîtrisé.

La séance a été marquée par le retour de Mohamed Amine Tougai et de Samir Chergui, ce dernier retrouvant le groupe après plusieurs jours d'indisponibilité suite à la blessure contractée lors du deuxième match de la phase de groupes face au Burkina Faso.

En revanche, Ismaël Bennacer demeure au repos et poursuit son programme spécifique. À noter enfin que les coéquipiers de Luca Zidane rallieront la ville de Marrakech ce vendredi matin.

Ils viennent de prendre l'avion à 10h du matin de Rabat. Ils y effectueront, dans l'après-midi, leur ultime séance d'entraînement avant cette confrontation très attendue face aux Super Eagles.

TROISIÈME CLEAN SHEET POUR ZIDANE

Boosté par son père, Luca Zidane surprend

Sur les traces de la légende Rais M'Bolhi, l'un des artisans majeurs du sacre de l'Algérie à la Coupe d'Afrique des Nations 2019.



Grâce à sa présence rassurante et sa capacité à conserver sa cage inviolée dans les moments clés du tournoi, M'Bolhi avait marqué cette édition par un parcours exceptionnel : il avait gardé sa cage vierge lors des trois matchs de phase de groupes face au Kenya, au Sénégal et à la Tanzanie, avant de confirmer son niveau lors des phases à élimination directe avec un nouveau « clean sheet » contre la Guinée. Malgré les buts encaissés face à la Côte d'Ivoire en quart de finale et au Nigeria en demi-finale, M'Bolhi avait retrouvé toute sa solidité lors de la finale, où il n'a rien concédé face au Sénégal, permettant à l'Algérie de décrocher le titre et d'entrer dans l'histoire. Aujourd'hui, Luca Zidane reproduit ces mêmes indicateurs positifs : trois matchs disputés dans la compétition sans encaisser le moindre but depuis le début du tournoi. Cette performance renforce l'optimisme au sein du public et des observateurs sportifs algériens, qui voient déjà poindre la possibilité de revivre un scénario similaire à celui de 2019. Avec un bloc défensif discipliné et une cohésion de groupe remarquable, les « Verts » affichent un potentiel prometteur pour aller loin dans la compétition, soutenus par la solidité et la sérénité de leur gardien dans les moments décisifs. Au-delà de ses qualités techniques, le jeune gardien impressionne par son sang-froid et sa capacité à rester concentré dans les moments critiques. Ses performances jusqu'ici ont permis aux Verts de démarrer le tournoi sur des bases solides, avec un bilan défensif exemplaire et une confiance renouvelée dans le collectif. Les supporters algériens, eux, observent avec enthousiasme cette continuité générationnelle : voir un gardien de sa trempe émerger et reproduire les exploits d'un héros comme M'Bolhi alimente l'optimisme et l'espoir pour la suite de la compétition. Présent en tribunes Zinédine Zidane a vibré devant la prestation des Fennecs. La légende du Real Madrid a laissé éclater sa joie sur le but décisif d'Adil Boulbina, inscrit en toute fin de prolongation et synonyme de qualification de l'Algérie pour les quarts de finale de la CAN 2025.

LES NOTES DES VERTS !

Zidane (7,5) : Aussi étrange que ça ne puisse paraître, il n'a pas eu énormément de travail à faire mais il l'a très bien fait, se montrant très rassurant avec les mains comme avec les pieds. Un excellent match !

RAFIK BELGHALI (7,5) : Clairement sa meilleure prestation en Équipe Nationale. Intenable les trois quarts du match, il a multiplié les centres dangereux et a très bien défendu sur son couloir droit.

AÏSSA MANDI (8) : Sur la lignée de ses dernières sorties, Mandi s'est montré intraitable, dur sur l'homme et toujours très bien placé. Un roc, un vrai.

RAMY BENSEBAÏNI (8,5) : Il a joué une heure défenseur central et une heure latéral gauche et que dire de son match ! À l'exception d'une erreur en première période, il a été absolument impérial, rigoureux, incisif et appliqué.

RAYAN AÏT-NOURI (7,5) : Enfin un vrai bon match pour le latéral des Verts ! Toujours aussi brillant techniquement, il a



constamment pris à défaut son vis-à-vis et a également bien défendu. Remplacé par Zineddine Belaïd (70'), tout simplement excellent et très utile sur les 50 minutes qu'il a pu jouer.

ISMAËL BENNACER (7) : Sa première période avait été intéressante balle au pied mais il s'est arrêté dès le retour des vestiaires, touché aux ischio-jambiers. Sa CAN est peut-être déjà finie. Remplacé par Himad Abdelli (7, 48') qui a eu du mal dans un premier temps avant de trouver le rythme et de beaucoup apporter, dans la récupération comme dans la construction du jeu.

HICHAM BOUDAOUI (8) : Que dire de ses prestations ? Il est tout simplement monstrueux, présent absolument partout et courant de la même façon à la 12ème comme à la 105ème minute. Remplacé par Ramiz Zerrouki (114') qui a trouvé d'excellentes ouvertures par la passe... dont une pour un certain Adil Boulbina.

RIYAD MAHREZ (4) : C'est le moins bon Algérien ce soir. Il n'a jamais su exister sur son côté et n'a pas non plus beaucoup contribué au repli défensif. Remplacé par Anis Hadj-Moussa (70'), qui n'aura pas forcément brillé mais qui aura davantage tenté.

IBRAHIM MAZA (7) : Pas aussi extraordinaire que lors des précédents matchs, le milieu de terrain offensif a néanmoins énormément couru, récupéré un grand nombre de ballons et s'est toujours montré disponible. Remplacé par Baghdad Bounedjah (83'), très utile par son profil comme toujours et qui aurait peut-être dû débuter la rencontre.

FARÈS CHAÏBI (7,5) : Quelle débauche d'énergie ! Chaïbi n'a pas arrêté de presser, de déborder, de construire, de récupérer pendant 114 longues minutes, récitant une partition simplement admirable. Remplacé par Adil Boulbina (114') qui est tout simplement entré dans l'histoire des Verts grâce à une frappe exceptionnelle qui finit en lucarne au bout des prolongations.

MOHAMED AMINE AMOURA (7,5) : Lui aussi n'aura pas été aussi extraordinaire qu'à l'accoutumée, mais il est tellement généreux, tellement bon pour être constamment dangereux et constamment impliqué qu'il fallait encore saluer sa performance.

CAN 2025 : les 4 affiches des quarts de finale... Que du lourd au programme !

RAREMENT un tableau final de la Coupe d'Afrique des Nations aura eu aussi belle allure sur le papier. Les affiches des quarts de finale de la CAN 2025 sont connues et tous les favoris

MALI-SÉNÉGAL

Ce derby entre voisins promet des étincelles. Les deux équipes sont toujours invaincues dans cette CAN. Mené au score à deux reprises, par la RDC (1-1) puis le Soudan en 8es de finale (3-1), le Sénégal a fait preuve de belles ressources mentales à chaque fois. Et que dire alors du Mali, qui a tenu tête au Maroc en poules (1-1) puis qui, en infériorité numérique, a égalisé à la 96e minute contre la Tunisie qu'il a sortie aux tirs au but (1-1, 3-2 tab).

CAMEROUN-MAROC

Pas forcément attendu à ce stade de la compétition au vu de son avant-CAN très agité, le Cameroun version David Pagou fait souffler un vent de fraîcheur sur cette édition. Après avoir tenu tête au tenant ivoirien (1-1), les Lions Indomptables ont surpris l'Afrique du Sud (2-1).
Ils feront face à un Maroc toujours favori mais qui a souffert pour se défaire de la Tanzanie en 8es (1-0), orphelin d'Azzedine Ounahi mais porté par un énorme Brahim Diaz, meilleur buteur de cette CAN (4 buts).

ALGÉRIE-NIGERIA

Ce remake de la demi-finale de l'édition 2019, remportée par les Fennecs sur un superbe coup-franc de Riyad Mahrez, s'annonce des plus prometteurs.
D'un côté, un Nigeria qui impressionne et qui a mis en pièces le Mozambique en 8es de finale (4-0) mais qui est secoué par la polémique autour de l'attitude de Victor Osimhen. De l'autre, une Algérie qui a également réalisé un 3 sur 3 en phase de groupes avant de tomber sur un os, la RDC, en 8es de finale, battue seulement à la 119e minute de la prolongation (1-0) sur un missile d'Adil Boulbina.

EGYPTE-CÔTE D'IVOIRE

Sans faire de bruit, l'Egypte se rapproche doucement mais sûrement d'un 8e titre record. Même s'ils ont douté, les Pharaons ont écarté le Bénin en prolongation (3-1 ap) et s'avèrent toujours aussi difficiles à manœuvrer.
En face, la Côte d'Ivoire, portée par un Amad Diallo étincelant, est sorti indemne d'une phase de groupes très disputée avant de faire très forte impression face au Burkina Faso en 8es (3-0).

Le programme des quarts de finale de la CAN 2025
Mali-Sénégal, vendredi 9 janvier, 17h, à Tanger
Cameroun-Maroc, vendredi 9 janvier, 20h, à Rabat
Algérie-Nigeria, samedi 10 janvier, 17h, à Marrakech
Egypte-Côte d'Ivoire, samedi 10 janvier, 20h, à Agadir

Maduro : un dictateur ?

Nicolás Maduro est-il un dictateur impitoyable ou le gardien d'une forteresse assiégée ? Dans un pays déchiré par les sanctions et la « guerre électorale », la réalité est plus complexe que ce que les gros titres occidentaux nous laissent croire.

Par Marc Vandepitte



Nicolás Maduro Moros (1962) est issu d'une famille ouvrière et a été formé au sein du mouvement syndical. Il a travaillé comme chauffeur de bus dans le réseau de métro de la capitale, Caracas, avant de devenir militant syndical.

Dans le cadre du projet chaviste autour du président Hugo Chávez, il a fait carrière en tant que député, ministre des Affaires étrangères (2006-2012) et, à partir d'octobre 2012, vice-président. Lorsqu'un Chávez mourant l'a désigné en décembre 2012 comme son successeur, il l'a fait avec un message clair : Maduro était l'homme capable de garantir l'unité du PSUV (Parti socialiste unifié du Venezuela) et les acquis sociaux.

Maduro a toutefois hérité d'une tâche extrêmement lourde. Là où Chávez pouvait compter sur un charisme presque mythique et des prix du pétrole records, Maduro a dû diriger le pays à une époque de pénurie et d'agressions externes et internes sans précédent.

La présidence de Maduro est indissociable de la « guerre hybride » déclenchée par les États-Unis. Alors que les médias internationaux se focalisaient sur son prétendu manque de charisme personnel par rapport à son prédécesseur, Maduro a construit une stratégie de survie pour son pays face à un régime de sanctions étouffant imposé par Washington.

Les mesures coercitives unilatérales, qui bloquaient les revenus pétroliers vitaux du pays, avaient pour objectif explicite de faire imploser l'économie vénézuélienne et de pousser la population à la révolte. Selon un rapport du CEPR, [1] auquel Jeffrey Sachs a contribué, les sanctions économiques ont causé environ 40 000 décès supplémentaires au Venezuela en 2017-2018.

À la suite de l'état d'urgence économique et de la polarisation interne, plus de 7 millions de Vénézuéliens ont quitté le pays. Il en a résulté une énorme fuite des cerveaux qui a encore affaibli l'économie.

Maduro n'a pas seulement subi une opposition économique. Sous son mandat, le Venezuela a été confronté à des tentatives de coup d'État soutenues par les États-Unis, comme l'échec de « l'Opération Gédéon » [2] et le gouvernement fantôme de Juan Guaidó [3] poussé par Washington.

S'y ajoute la polarisation. Pendant des années, l'écart entre riches et pauvres a été énorme. Chávez et Maduro ont tenté de le réduire, ce qui leur a valu un large soutien parmi les couches les plus pauvres. Dans les classes les plus aisées, cela a produit l'effet inverse : la résistance y était, et reste, très forte. Cela se reflète aussi dans les médias. Comme ailleurs en Amérique latine (et chez nous), les médias commerciaux sont aux mains de grands groupes capitalistes, qui adoptent une ligne anti-Maduro virulente. Dans les médias publics, on entend au contraire le son de cloche opposé.

Les médias commerciaux ont un impact énorme sur la société vénézuélienne. Environ 70 % des stations de radio et de télévision sont aux mains du secteur privé. Seule une petite minorité est directement la propriété de l'État.

LE PARCOURS DE MADURO

Malgré la polarisation, les tentatives de déstabilisation et la manipulation du processus politique par les États-Unis, Maduro a su préserver l'unité au sein des forces armées et du PSUV.

Pendant son mandat, Maduro a déployé de grands efforts pour renforcer la société civile. Les « comunas » (communes) [4] ont reçu un important pouvoir de décision et une autonomie accrue pour l'organisation des quartiers. Malgré l'inflation galopante, Maduro a réussi à maintenir les programmes sociaux (Misiones) [5] sous une forme adaptée.

Des milicianos et des colectivos ont également été créés. Ce sont des milices citoyennes principalement destinées à résister à une éventuelle intervention étrangère ou à des troubles organisés à l'intérieur du pays. Au total, cela concerne environ 4 millions de Vénézuéliens.

On peut dire beaucoup de choses sur ces milices, mais elles ont en tout cas permis au Venezuela de ne pas sombrer dans la guerre civile après les tentatives d'éviction de Maduro, contrairement à ce qui s'est produit après l'intervention militaire en Libye en 2011.

Ces dernières années, l'économie vénézuélienne repart à la hausse et certains Vénézuéliens retournent dans leur pays. Cela explique aussi en partie pourquoi Maduro a remporté les élections en 2024 (voir plus loin).

Sur le plan international, Maduro a mené, dans les traces de Hugo Chávez, une politique anti-impérialiste infatigable. Sous sa direction, le Venezuela a servi de moteur à l'intégration latino-américaine, avec pour objectif de faire front contre l'ingérence des États-Unis à l'œuvre depuis des décennies. En forgeant des alliances stratégiques avec des pays comme la Chine, la Russie et l'Iran, Maduro a effectivement défié l'hégémonie de Washington. Cette orientation vers un monde multilatéral – dans lequel l'Amérique latine et le Venezuela ne sont plus « l'arrière-cour » des États-Unis – a fait du pays, outre ses grandes réserves de pétrole, la cible principale de l'agression américaine.

DROITS HUMAINS

Les critiques reprochent à Maduro des dérives autoritaires et des élections contestées. On peut dire beaucoup de choses sur ces deux points, mais pour en avoir une image fidèle, il est nécessaire de regarder les circonstances et le contexte en face, tout en tenant compte de la couverture médiatique très orientée. Tout d'abord, nous parlons ici d'un pays assiégé, qui a dû gérer au cours des dernières décennies plusieurs coups d'État et des déstabilisations internes. Ignace de Loyola, le fondateur des jésuites, savait déjà au XVIe siècle que tout dissident dans une forteresse assiégée est rapidement considéré comme un traître.

En raison du fossé entre riches et pauvres, l'Amérique latine est en outre le continent ayant le plus haut degré de violence sociale et politique.

<Dans un Venezuela fortement polarisé, ce type de violence est encore plus présent. Pendant les blocages de rues (guarimbas) en 2013, des dizaines de policiers et de civils ont perdu la vie à cause d'actions d'opposants politiques. Un scénario identique s'est répété après presque chaque élection.

Dans un tel contexte de violence et de siège, les limites du maintien de l'ordre sont facilement dépassées. Cela ne se justifie pas, mais depuis notre position sûre et insouciante, un peu de modestie est de mise.

De plus, nous devons être particulièrement prudents avec les informations concernant une éventuelle répression inutile ou inadmissible. Ainsi, un rapport de l'ONU de 2017 sur les droits humains au Venezuela était particulièrement critique envers le gouvernement, évoquant des violations flagrantes et même des exécutions.

Mais le juriste international et ancien expert indépendant de l'ONU Alfred De Zayas a réduit ce rapport en pièces. Selon lui, l'équipe de l'ONU qui l'avait rédigé était « peu professionnelle, très idéologique, néoconservatrice et a priori opposée à la révolution bolivarienne ».

Il était aussi basé « sur des sources peu fiables » et « ignorait une grande partie des informations du gouvernement sur les victimes des émeutes de rue ». Un rapport de l'ONU en dit parfois plus sur les rapports de force au sein de l'organisation que sur la situation réelle sur le terrain.

Les médias commerciaux n'ont tenu aucun compte de cette critique et ont largement relayé les conclusions initiales parce qu'elles s'inscrivaient parfaitement dans leur ligne idéologique. C'est de ce genre d'informations orientées que le citoyen moyen dépend pour s'informer. La vigilance est donc de mise.

DÉMOCRATIE

Un deuxième reproche concerne le manque de démocratie. Ici aussi, le contexte est primordial pour former un jugement équilibré.

Depuis que Chávez a remporté la victoire aux urnes en 1998, les États-Unis ont tout fait pour orienter à leur guise toutes les élections suivantes. Il n'est pas exagéré de parler de « guerre électorale ». Des candidats de droite ont reçu des conseils et un soutien financier. Des instituts de sondage à la réputation douteuse ont organisé des enquêtes et des sorties d'urnes livrant systématiquement des résultats défavorables au camp de gauche. Des membres de l'opposition ont été incités à infiltrer le conseil électoral. Lors de l'élection présidentielle de 2024, un scénario détaillé a été élaboré pour manipuler le scrutin, allant d'actions de sabotage à l'organisation d'un « décompte parallèle » et d'émeutes post-électorales.

Les principaux éléments de ce scénario avaient même été publiés à l'avance par un expert en guerre psychologique et en désinformation.

À l'avance, les États-Unis avaient déclaré qu'ils n'accepteraient le résultat que si le candidat de (l'extrême) droite gagnait. Selon le résultat officiel, Maduro a obtenu 52 % et le candidat de l'opposition 43 %. Selon le propre décompte de l'opposition, Maduro n'aurait obtenu que 30 % contre 69 % pour eux.

Presque le monde entier a adopté la version de l'opposition et des États-Unis. Pourtant, divers sondages récents montrent que l'opposition ne bénéficie pas d'un soutien massif.

En octobre, 91 % des Vénézuéliens avaient une opinion défavorable de María Corina Machado, la figure de proue de l'opposition. Un sondage d'un autre institut en décembre le confirme. En outre, 80 % des personnes interrogées considèrent le prix Nobel de la paix attribué à Machado comme une farce.

Même Donald Trump, avec qui Machado a collaboré étroitement, a indiqué qu'elle « n'a pas le soutien ni le respect nécessaires dans le pays » pour être une dirigeante crédible. Depuis que Maduro est devenu président en 2013, il y a eu 12 élections et un référendum. C'est beaucoup pour un « dictateur ».

On peut toutefois se demander s'il est pertinent d'organiser des élections dans un contexte de guerre électorale, et comment un système politique peut se protéger contre tant d'hostilités externes et internes sans en miner le caractère démocratique.

Quoi qu'il en soit, qualifier Maduro de « dictateur » revient à ignorer la réalité complexe d'une guerre hybride et d'une polarisation extrême.

Cela n'exonère pas Caracas de ses responsabilités, mais appelle à un regard sobre sur une démocratie sous siège permanent, plutôt qu'à des caricatures simplistes.

LES NOBLES D'ALLOULA

Un legs artistique immortalisé à Alger

Pour célébrer le 63e anniversaire de sa création, le Théâtre National Algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) a organisé, jeudi dernier, une journée culturelle et artistique exceptionnelle, entièrement dédiée à la mémoire de Abdelkader Alloula, figure emblématique du théâtre algérien et héritier d'une démarche artistique profondément humaniste.

Cet hommage, marqué par la présentation d'un ouvrage collectif, une exposition artistique et une conférence scientifique, a permis de mettre en lumière l'impact durable de l'œuvre du dramaturge sur le théâtre national et son influence sur les nouvelles générations d'artistes et de spectateurs.

L'initiative centrale de cette célébration a été le lancement du livre collectif « Abdelkader Alloula : les nobles ne disparaissent jamais… », qui regroupe près de cinquante contributions entre analyses scientifiques et témoignages personnels, rédigés en arabe, en français, en espagnol et en anglais. L'ouvrage constitue un véritable panorama de l'œuvre alloulienne : il retrace le parcours du dramaturge, examine son engagement artistique et social, et met en perspective son influence sur la scène théâtrale contemporaine, en Algérie comme à l'étranger. Les articles explorent des aspects variés de son travail, de la dramaturgie à la mise en scène, tandis que les témoignages révèlent la dimension humaine et pédagogique d'un artiste engagé jusqu'à la fin de sa vie.

La journée a débuté dans le hall du TNA par l'inauguration d'une exposition artistique issue du concours national de la « Meilleure peinture inspirée par l'univers d'Abdelkader Alloula ». Les œuvres présentées témoignent de la diversité des approches et des interprétations de l'univers alloulien, certaines pièces s'inspirent de la puissance dramatique de ses textes, d'autres des valeurs humaines qu'il défendait, tandis que certaines captent l'essence de la société algérienne telle qu'elle est décrite dans ses pièces. L'exposition a permis au public de découvrir une véritable mosaïque de créativité, de la peinture traditionnelle aux techniques modernes, illustrant l'impact intemporel et universel de l'art d'Alloula.

Dans la salle de spectacle « Mustapha Kateb », une conférence scientifique a réuni un panel de chercheurs et d'intellectuels de renom, dont le Dr Lakhdar Mansouri, le Dr Hamid Allaoui et Rehab Alloula. Les intervenants ont analysé l'œuvre d'Alloula sous plusieurs angles, à savoir la structure dramatique de ses pièces, le rôle central de l'engagement social et humaniste, la portée esthétique de son écriture et l'influence de ses créations sur le théâtre algérien contemporain. Les débats ont également permis de souligner l'importance de l'éducation artistique et culturelle dans la transmission de la mémoire théâtrale. La conférence s'est conclue par un débat ouvert avec le public, offrant aux spectateurs l'occasion de dialoguer avec les experts et d'exprimer leurs propres perceptions et émotions face à l'œuvre d'Alloula.

L'ouvrage collectif publié dans le cadre de cette commémoration constitue un hommage académique et mémoriel. Il regroupe des contributions traitant de la mise en scène, de l'écriture dramatique, de l'engagement artistique et de la réflexion critique sur le théâtre algérien, tout en incluant des photographies inédites et des témoignages personnels qui éclairent la vie et la carrière d'Alloula. Ce projet, initié en 2024 à l'occasion du trentième anniversaire de son assassinat, vise à constituer un référentiel durable pour les générations futures, consolidant la mémoire théâtrale algérienne et mettant en avant les valeurs universelles véhiculées par ses œuvres.



Dans l'après-midi, le TNA a organisé la remise des prix du concours artistique, récompensant les meilleures œuvres exposées. Les auteurs des peintures primées ont été honorés pour leur contribution à la valorisation de l'univers alloulien, et les membres du comité éditorial de l'ouvrage collectif ont été salués pour leur engagement dans la préservation et la promotion de la mémoire théâtrale. Ces moments ont permis de souligner l'importance de la transmission culturelle et artistique aux jeunes générations, et de renforcer le lien entre patrimoine et création contemporaine. La journée s'est clôturée par une mise en scène de scènes choisies de la pièce « Les nobles », qui a permis au public de revivre la puissance dramatique et la profondeur humaniste de l'écriture d'Alloula. Les acteurs ont restitué avec intensité et émotion les valeurs de justice, de dignité et d'engagement social présentes dans le théâtre alloulien, offrant un hommage vivant à l'œuvre de celui qui demeure une figure incontournable de la scène nationale.

Aymen D.

CÉLÉBRATION DU NOUVEL AN AMAZIGH

Édition spéciale du Salon international de la femme

LA 22E ÉDITION du "Salon international de la femme" s'est ouverte, mercredi à Alger. Consacrée à la célébration du Nouvel An Amazigh "Yennayer 2976", ce rendez-vous se tient avec la participation de plus de 100 exposants.

Cet événement qui se tenait auparavant au mois de mars à l'occasion de la fête de la femme, est dédiée, cette fois-ci à la célébration du Nouvel An amazigh 2976, afin de mettre en avant le rôle de la femme et sa contribution à la préservation des traditions ancestrales et du patrimoine culturel algérien, à travers sa participation aux différentes activités, selon le directeur général de l'entreprise organisatrice de l'événement, Ahmed Tibaoui. Organisée pour la deuxième fois en janvier, cette édition vise à mettre en exergue les valeurs culturelles riches et diversifiées que revêt cette célébration, a ajouté le responsable, qui a fait état de la participation de plus de 100 exposants dans différents domaines, notamment les produits cosmétiques modernes, l'agroalimentaire, la bijouterie, l'habit traditionnel et le prêt-à-porter, ainsi que d'autres expositions. Il a également indiqué que ce salon, qui se poursuivra jusqu'au 12 janvier, constitue une opportunité pour l'échange d'expertises et d'expériences entre les entreprises et la conclusion de partenariats.

R. C.

TIZI OUZOU

La poterie numide à l'honneur à Maâtkas

PAR AILLEURS, le village Aït Zaim, dans la commune de Maâtkas (wilaya de Tizi Ouzou), accueillera à partir d'aujourd'hui 10 janvier, la 12e édition du Festival culturel local de la poterie de Maâtkas, un rendez-vous bien ancré dans le calendrier culturel de la région, dédié à la valorisation d'un savoir-faire ancestral de la Kabylie.

Ce rendez-vous s'étalera sur quatre journées, du 10 au 13 janvier, et ambitionne de mettre en lumière la poterie numide, à la fois comme pratique artisanale vivante et comme élément central du patrimoine culturel national.

Organisé par le Commissariat du festival, sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts et de la direction de la culture de la wilaya de Tizi Ouzou, l'événement se tient en collaboration avec l'APW de Tizi Ouzou, l'APC de Maâtkas, la daïra de Maâtkas, ainsi que l'association culturelle « Tigejdit ».

La journée inaugurale prévue ce samedi, sera marquée par l'accueil officiel de la délégation, l'ouverture des expositions de poterie de Maâtkas, des différentes régions de la wilaya de Tizi Ouzou ainsi que des wilayas participantes. Le programme comprend également des ventes-dédicaces d'ouvrages consacrés au patrimoine culturel national, la visite du musée de la poterie de l'association « Tigejdit », le lancement d'ateliers pédagogiques et une démonstration de cuisson traditionnelle des objets de poterie.

Les 11 et 12 janvier, le public pourra découvrir un marché de poterie, assister aux animations des ateliers et visiter les expositions tout au long de la journée.

Par ailleurs, une conférence scientifique sera animée, le lundi, par le professeur Sahel Youcef, enseignant à l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou, autour du thème : « La poterie numide : histoire et caractéristiques ». Cette journée coïncidera également avec une animation artistique organisée à l'occasion des célébrations autour de Yennayer 2976. La manifestation s'achèvera le mardi 13 janvier avec la cérémonie de clôture et la remise des attestations honorifiques pour les participants, après une dernière matinée dédiée aux expositions et aux ateliers.

Selon les organisateurs, ce festival dédié à la poterie de Maâtkas s'inscrit ainsi dans une démarche durable de sauvegarde, de valorisation et de diffusion de la culture artisanale algérienne, en phase avec les politiques publiques de préservation du patrimoine.

A. B.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2026

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

Prévoir la colère des volcans: l'Italie se penche sur les séismes pour anticiper les éruptions de l'Etna

Lorsqu'il s'agit de prévoir la survenue d'éruptions volcaniques, le ratio entre les tremblements de terre de faible magnitude et ceux de plus forte intensité est un indice précieux. Une étude italienne menée sur l'Etna confirme la pertinence de ce paramètre.



C'est ce qu'on appelle "danser sur un volcan"… En février dernier, les autorités siciliennes avaient dû gérer un étonnant afflux de skieurs dévalant les pentes de l'Etna en pleine éruption volcanique. Pour réaliser des clichés à partager sur les réseaux sociaux, des milliers de touristes inconscients n'avaient pas hésité à encombrer les routes et à braver les interdits.

À peine surpris par cette frénésie, les habitants de Catane, eux, cohabitent avec le volcan le plus actif d'Europe – au moins 135 épisodes majeurs, éruptifs ou sismiques, dénombré dans la région depuis l'Antiquité – entre "fatalisme, superstition et joie de vivre", comme l'a récemment documenté notre reporter Sébastien Desurmont (GEO Hors-Série n° 126, Dolce vita en Italie, avril-mai 2025).

Il faut dire que les quelque 315 000 habitants concernés peuvent désormais compter sur un allié de poids : l'observatoire etnéen de l'Institut national de géophysique et de vulcanologie (INGV). Au mois de juin, le matin où a démarré la dernière éruption en date, les géologues de l'institut avaient émis un avertissement. Mais les signaux émis par la "montagne vivante" s'avèrent parfois difficiles à décrypter.

30 km d'épaisseur à parcourir jusqu'à la surface

L'un des indices auxquels ils se fient n'est autre que la "valeur b", qui décrit le rapport entre les séismes de faible et de forte magnitude dans la croûte terrestre.

À mesure que le magma remonte jusqu'au sommet d'un volcan, ce ratio varie. Une équipe de l'INGV a donc développé une nouvelle méthode pour analyser ce paramètre (Marco Firetto Carlino et al. Science Advances, 8 octobre 2025).

En compilant deux décennies de données sismiques recueillies sur l'Etna, l'équipe italienne a constaté une corrélation "très forte" entre la valeur b et l'activité volcanique de l'Etna, a confié Marco Firetto Carlino, premier auteur de la publication, interrogé par le média de vulgarisation Live Science (19 octobre 2025).

Situé dans la zone de collision entre les plaques tectoniques africaine et européenne, le volcan surplombe une fracture verticale de la croûte terrestre, appelée faille décrochante, qui facilite la remontée du magma à la surface. Ce dernier parcourt un trajet sinueux de 30 kilomètres d'épaisseur, ponctué par plusieurs chambres magmatiques situées à différentes profondeurs.

Le magma fragilise la roche, favorisant les petits séismes

En général, les régions de la croûte terrestre comportant des chambres de stockage actives présentent une valeur b plus élevée, car le magma fragilise la roche, facilitant la survenue de petits séismes. À l'inverse, les régions les plus stables subissent davantage de grands séismes, car la force nécessaire pour briser la roche est plus importante. En suivant le ratio au fil du temps, les chercheurs devraient donc pouvoir suivre le mouvement du magma à travers la croûte profonde jusqu'à la première zone de stockage, puis jusqu'aux systèmes de stockage intermédiaires, et ainsi de suite jusqu'à la zone de stockage la moins profonde. Cette méthode pourrait ainsi aider les experts à estimer la chronologie des éruptions de l'Etna :

Suivre la valeur b offre un moyen efficace de retracer le mouvement du magma dans la croûte et d'évaluer l'évolution de l'état du volcan avant les éruptions. – Marco Firetto Carlino, INGV (Live Science).

Si la "Grande Mamma" constitue un cas d'étude idéal grâce à ses zones de stockage magmatique stratifiées et à son vaste registre sismique, les résultats pourraient également s'appliquer à d'autres volcans à travers le monde, suggèrent les auteurs.

Dans les laboratoires de recherche, d'autres pistes émergent. Tandis que des chercheurs américains tentent d'anticiper la colère des volcans furtifs, deux équipes du CNRS sont respectivement parvenues à prévoir les éruptions sous-marines en surveillant la température des "fumeurs noirs", et à sonder les entrailles d'un volcan – celui de la Soufrière en Guadeloupe – à une résolution inédite.

Parmi les indices étudiés, certains s'avèrent plus surprenants, comme la vitesse de fonte des glaciers, voire carrément insolites, à l'instar du comportement des chèvres…

Californie: l'invention d'une start-up rappelle le paradoxe de l'industrie pétrolière "décarbonée", toujours aussi dangereuse pour la planète



LA SART-UP Rondo Energy s'est associée avec une compagnie pétrolière californienne pour réduire son empreinte carbone, un projet controversé qui freinerait la transition énergétique de l'État américain. Ces derniers mois, le pétrole récupéré en Californie est l'un des plus sales du pays.

Récemment, Holmes Western Oil Corp's, l'une des 100 premières compagnies pétrolières de Californie, a remplacé l'une de ses chaudières à gaz naturel, utilisée pour extraire le pétrole du sol, par un complexe solaire associé à une batterie de 100 mégawatts/heure produite par Rondo Energy, rapporte Bloomberg.

Cette batterie permet à l'entreprise d'utiliser une énergie "verte" pour extraire son pétrole, à travers un nouveau procédé mis au point par la start-up. La batterie sert ainsi à chauffer des briques en argile avec de l'électricité pour générer de la vapeur, qui remplacera le gaz utilisé pour extraire le pétrole du sol.

L'utilisation de cette nouvelle technologie fait débat, car l'utilisation d'énergies vertes permet aux industries les plus polluantes, comme celle du pétrole, de continuer d'exister, et freine la transition énergétique vers un monde sans énergies fossiles. Une question particulièrement d'actualité en Californie. Depuis plusieurs mois, l'État américain, pourtant l'un des plus progressistes du pays, soutient indirectement son industrie pétrolière (parmi celles avec l'impact carbone le plus élevé des États-Unis) à travers le principe des crédits carbone.

LE SYSTÈME DES CRÉDITS CARBONE

Concrètement, avec le projet de Rondo Energy, une entreprise comme Holmes Western peut espérer émettre environ 13 000 tonnes de dioxyde de carbone de moins par an qu'en utilisant du gaz pour extraire son pétrole.

Ces "émissions non émises" pourront ensuite être revendues à des entreprises qui auraient dépensé l'intégralité de leur quota d'émission, leur permettant de polluer davantage. Ils peuvent également être utilisés plus tard par l'entreprise pour amortir ses propres émissions.

Android Auto : l'IA de Google met un pied dans votre voiture, ce que ça change pour vous

Sur Android Auto, Gemini commence à remplacer Google Assistant. Cette mise à jour apporte des commandes en langage naturel et la fonction Live, mais supprime une fonctionnalité pourtant appréciée des utilisateurs.



Le géant de Mountain View déploie progressivement Gemini sur Android Auto, une étape amorcée depuis déjà plusieurs mois. Pour les utilisateurs, cette transition entraîne différents changements, à commencer par un basculement de l'ancienne interface vocale vers une IA plus contextuelle et capable d'exécuter des commandes plus naturelles. Plusieurs utilisateurs indiquent que la mise à jour est désormais active au sein de leur véhicule.

Android Auto : Gemini arrive dans les voitures et remplace Google Assistant

L'intégration de Gemini sur Android Auto se fait de manière progressive, sans nécessiter de mise à jour manuelle de l'application.
Des utilisateurs sur Reddit et des tests menés par 9to5Google confirment l'arrivée de l'assistant IA sur les versions 15.6 et 15.7 d'Android Auto, testées notamment sur Pixel 10 Pro XL et un Galaxy Z Fold 7. Le changement conserve la commande vocale « Hey Google », mais introduit Gemini Live, accessible via la phrase « let's talk live », qui remplace alors le widget média du tableau de bord par une interface conversationnelle.
Désormais, Gemini comprend des formulations plus naturelles, conserve le contexte des échanges et permet de poser des questions de suivi. L'assistant se connecte également aux applications Google Home, Keep et Maps, facilitant la gestion des tâches sans quitter la route. Google annonce par ailleurs une fonction de traduction automatique des messages texte, tant en réception qu'en envoi.

Gemini supprime la reconnaissance des surnoms et active le partage de position

Deux nouveaux paramètres apparaissent dans le menu Gemini d'Android Auto :
« Interruption des réponses en direct »
et « Partage précis de la localisation ».
Ces options sont activées automatiquement lors de l'installation, ce qui implique le partage de la position exacte et la possibilité d'interrompre les réponses vocales.
Les utilisateurs peuvent néanmoins les désactiver manuellement selon leurs préférences en matière de confidentialité.
Le passage à Gemini entraîne toutefois la suppression d'une fonctionnalité appréciée au sein de Google Assistant : la reconnaissance des surnoms de contacts.

Les appellations comme « maman » ou « patron » ne sont, pour l'instant, plus comprises par le système. Malgré cela, les premiers retours d'expérience font état d'une utilisation fluide et de commandes vocales plus efficaces, nécessitant visiblement moins de répétitions qu'avec l'ancienne interface.

iPhone 18 Pro : un lifting discret… qui pourrait tout changer à l'œil

L'IPHONE 18 PRO pourrait abandonner la Dynamic Island au profit d'un poinçon discret, selon de nouvelles indiscrétions. Apple travaillerait sur plusieurs modifications esthétiques, dont une coque arrière transparente qui marquerait un retour aux designs iconiques de la marque.
Quelques semaines après le lancement de l'iPhone 17, les rumeurs concernant l'iPhone 18 Pro se multiplient déjà. L'utilisateur Digital Chat Station sur Weibo, connu pour la fiabilité de ses informations, évoque des changements notables dans le design de l'appareil attendu en septembre 2026. Si Apple confirme ces modifications, la gamme Pro connaîtrait sa transformation visuelle la plus importante depuis plusieurs générations.

iPhone 18 Pro : un poinçon pour remplacer la Dynamic Island ?

La firme de Cupertino expérimenterait une technologie HIAA (hole-in-active-area) pour l'iPhone 18 Pro. Concrètement, ce procédé consiste à percer un minuscule orifice au laser directement dans la zone active de la dalle OLED, permettant d'intégrer la caméra frontale derrière l'écran. De toute évidence, l'objectif est de réduire l'encombrement visuel par rapport à la Dynamic Island ou à l'encoche actuelle (en fonction des modèles). Selon cette rumeur, le poinçon se situerait dans le coin supérieur gauche de l'écran. Pour mémoire, diverses sources indiquaient plus tôt cette année que seule la caméra frontale occuperait cet espace, les composants Face ID étant relocalisés sous l'écran. Si la publication Weibo ne mentionne pas explicitement Face ID, elle confirme qu'Apple modifiera le format de l'écran.
Un autre rapport évoqué par JP Morgan ajoute que l'ensemble de la gamme iPhone 18, y compris le modèle Fold, utiliserait une caméra frontale de 24 mégapixels. La société de conseil affirme également que le modèle pliant intégrerait une caméra sous l'écran.

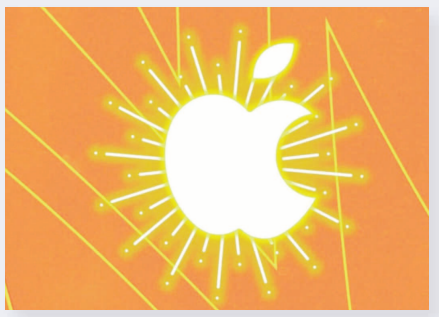
Transparence, caméra, batterie… le point sur les dernières rumeurs

Concernant l'arrière de l'appareil, Digital Chat Station affirme que l'iPhone 18 Pro pourrait adopter une face arrière au design transparent. Quelques semaines plus tôt, la même source évoquait justement un verre légèrement transparent. En plus de faire écho aux Mac translucides des années 1990, cette caractéristique rappellerait également les choix de marques comme Nothing, HTC ou Xiaomi, qui ont déjà commercialisé des appareils utilisant des coques transparentes ou translucides.
Le rapport ne précise pas si les composants internes seraient visibles, ni si Apple opterait pour des éléments fonctionnels ou factices, comme cela avait été reproché au Xiaomi Mi 8 Explorer Edition. Selon les fuites, le plateau photo resterait identique à celui de l'iPhone 17 Pro, mais intégrerait pour la première fois un objectif principal à ouverture variable. Cette technologie, déjà vue chez Samsung, Huawei et Xiaomi, permet d'adapter l'ouverture selon les conditions lumineuses. La découpe en verre pour MagSafe bénéficierait par la même



occasion d'un nouveau design transparent, probablement pour mieux se fondre dans l'ensemble de l'appareil. Enfin, la rumeur évoque une batterie dotée d'un boîtier en acier pour l'iPhone 18 Pro. Les éléments concernant cette dernière rumeur demeurent relativement flous, sachant que l'iPhone 17 Pro utilise déjà une chambre à vapeur en acier inoxydable.

Accord Apple / Google pour mettre sur pied le nouveau Siri



APPLE se tourne vers Google pour propulser le nouvel Siri : un modèle d'IA à 1,2 trillion de paramètres, près d'un milliard de dollars par an, et un lancement prévu pour le printemps 2026. Un tournant majeur dans la stratégie d'assistant vocal d'Apple. Apple a pris la décision stratégique d'utiliser le modèle d'intelligence artificielle Gemini de Google pour la refonte de son assistant vocal Siri, affirme Bloomberg News. La transaction envisagée prévoirait un montant d'environ un milliard de dollars par an.
Le modèle associé compterait 1,2 trillion de paramètres, soit un bond considérable par rapport aux systèmes actuels utilisés en interne par Apple. Apple Intelligence d'Apple fonctionnerait avec près de 150 milliards de paramètres. Le modèle de Gemini destiné à Apple tournerait sur les serveurs de Private Cloud Compute d'Apple afin de garantir que Google n'accède pas directement aux données des utilisateurs.

Pas d'intégration complète de la recherche Google

Le géant de la tech, en difficulté face à des concurrents plus avancés tels que Google Assistant ou Alexa de Amazon.com compte recourir à cette solution externe avant que ses propres modèles d'IA ne soient prêts.
Le partenariat ne devrait toutefois pas impliquer une intégration complète de la recherche Google dans les systèmes d'exploitation d'Apple, mais servir de palliatif pour le lancement du nouveau Siri prévu au printemps 2026, probablement avec la mise à jour iOS 26.4.
Apple avait initialement examiné des partenariats avec OpenAI et Anthropic. Mais aurait finalement choisi Google, notamment pour des raisons financières et stratégiques.





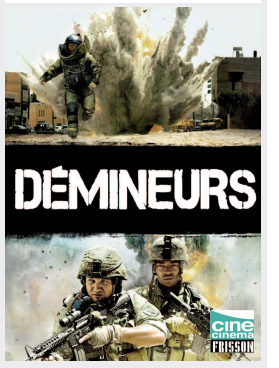




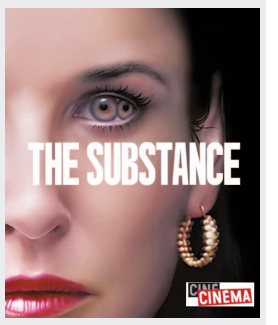


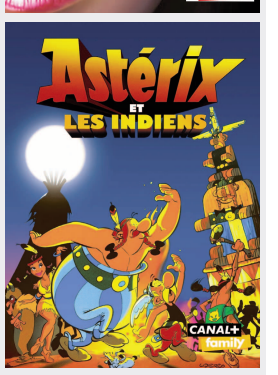


JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Téléréalité - France 2026 — TF1
Star Academy Saison 13

21h00 Jeu France - 2026 — France 2
The Floor - A la conquête du sol

21h00 Série policière Etats-Unis - 2025 — M6
NCIS : Tony & Ziva

21h00 Film d'action - Etats-Unis - 2025 — CANAL+
Ballerina : De l'univers de John Wick

20h50 Série humoristique — W9
France - 2025
La petite histoire de France

20h55 Film de guerre — CINE+ FRISSON
Etats-Unis - 2008
Démineurs

21h05 Téléréalité — 6ter
France
Les reines de la route

21h00 Série d'action Etats-Unis - 2025 — CINE+ PREMIER
Spartacus: House of Ashur

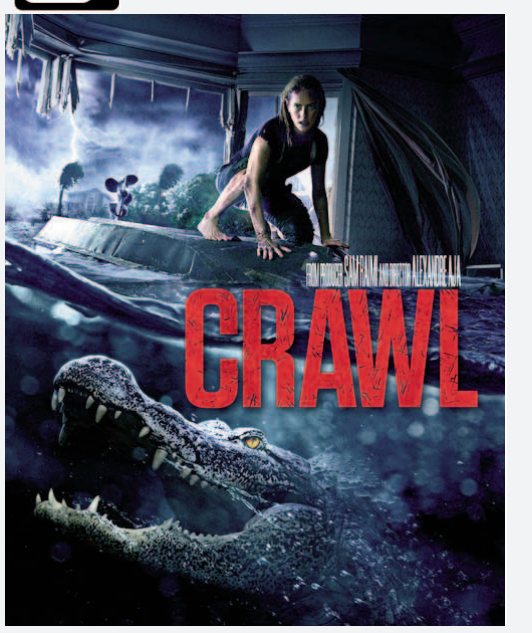
21h50 Voile - France — CANAL+ SPORT
L'année Sail GP

21h00 Film d'horreur - Etats-Unis 2024 — CINE+ CINEMA
The Substance

20h50 Film d'animation — CANAL+ family
France -1994
Astérix et les Indiens

21h25 Course de chiens de traîneau — TMC
Sport
La grande odyssée

21h00 la chaine ACTION



Film d'action (Etats-Unis - 2019)

Crawl

Etudiante, Haley Keller est une brillante nageuse de l'université de Gainsville, en Floride. Alors qu'un important ouragan s'apprête à frapper la région, Haley promet à sa soeur Beth d'aller rendre visite à leur père, Dave, qui vit seul dans une zone qui doit être évacuée. Mais quand elle arrive sur place, sous une pluie battante, la jeune femme retrouve son père, blessé et inconscient, dans le sous-sol de la maison familiale. Et tandis qu'elle tente de quitter la maison avec lui, un énorme alligator surgit dans le sous-sol.

22h10

Téléfilm d'action (Grande-Bretagne - 2018)

Elite Squad

Jack Collins (Milo Gibson), un chasseur de primes aguerri, se retrouve plongé au cœur d'une mission périlleuse à Londres. Engagé dans la lutte contre le terrorisme, il doit retrouver McKnight, un ancien agent de la CIA qui a été radié pour des raisons obscures. La situation se complique lorsque Collins découvre que McKnight est sur le point de s'emparer d'une arme de destruction massive, cachée entre les mains de gangsters russes. Dans cette course contre la montre, Jack doit non seulement le localiser, mais aussi déjouer les plans d'un ancien camarade militaire devenu un redoutable mercenaire, à la tête d'une armée privée.

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA					
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	
06:02	12:36	15:12	17:31	19:00	

CONSTANTINE				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
06:06	12:41	15:18	17:37	19:06

ALGER				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
06:20	12:55	15:33	17:52	19:20

OUARGLA				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
06:06	12:46	15:34	17:53	19:17

CHLEF				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
06:27	13:02	15:40	17:59	19:27

MOSTAGANEM				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
06:32	13:07	15:45	18:04	19:32

ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
06:35	13:10	15:49	18:08	19:36

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 8388 – SAMEDI 10 JANVIER 2026

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	16°	10°
Oran	16°	10°
Constantine	11°	4°
Ouargla	18°	4°

YENNAYER 2976

L'Algérie célèbre ses racines et son unité

A l'occasion du lancement officiel de la célébration du Nouvel an amazigh Yennayer 2976, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a affirmé, hier, à Alger, l'engagement du Parlement en faveur de la promotion de la langue amazighe, une démarche institutionnelle s'inscrivant dans la volonté de l'Etat de consacrer toutes les composantes de l'identité nationale dans un esprit d'unité et de cohésion.

Boughali, a assuré que «le parlement accompagnera résolument le processus de promotion de la langue amazighe à travers son intégration progressive dans ses activités, ses programmes de communication et ses initiatives culturelles». Précisant que cette «démarche vise à consacrer la présence institutionnelle de la langue amazighe, encourager son usage au sein de l'espace parlementaire et renforcer l'ouverture de l'institution législative sur toutes les composantes de l'identité nationale», lors de la cérémonie, lancée depuis la gare ferroviaire de l'aéroport Houari Boumediene, du départ du train spécial dédié au transport de la délégation participant à la célébration nationale du Nouvel An amazigh marquant le lancement des festivités organisé par le Haut-Commissariat à l'amazighité.

Boughali a également tenu à mettre en avant que «la promotion de la langue amazighe illustre la volonté politique sincère de l'Etat algérien». Soulignant qu'elle s'inscrit dans la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, œuvrant à «préserver, valoriser et transmettre l'ensemble des expressions culturelles et linguistiques de la nation, dans le respect de l'histoire et des constantes nationales».

Le président de l'APN a ainsi soutenu que «l'intégration de l'amazighité dans les pratiques institutionnelles constitue un levier essentiel pour la consolidation de l'unité nationale», ajoutant que cette orientation traduit «la reconnaissance effective de la langue amazighe comme pilier fondamental du patrimoine linguistique et culturel de l'Algérie». Dans ce contexte, Boughali a assuré : «La célébration de Yennayer dépasse le cadre



Unité et cohésion.

symbolique pour refléter la place profondément enracinée de la langue amazighe au sein de la conscience collective nationale.» Rappelant qu'elle demeure «une composante indissociable de l'identité algérienne, plurielle dans ses expressions et unifiée dans ses fondements».

Par ailleurs, le président de la Basse chambre du Parlement a tenu à saluer «les efforts soutenus et constants du Haut-Commissariat à l'amazighité», lequel œuvre «à la promotion de la langue et de la culture amazighes à travers des programmes structurants et des initiatives à forte portée culturelle et scientifique». Exprimant également «sa profonde reconnaissance à l'ensemble des chercheurs, intellectuels, écrivains et artistes», soulignant que «leur contribution enrichit le paysage culturel national et participe activement à la préservation de la mémoire historique de la nation algérienne».

De son côté, le président du Conseil de la nation, Azzouz Nasri, a déclaré, à l'occasion de sa participation à cet événement, : «Le lancement de ce train, qui traversera l'Algérie du Nord au Sud, constitue une formidable opportunité de célébrer Yennayer ensemble, dans toutes les régions du pays et à travers l'ensemble du territoire national». Il a ajouté : «Cette initiative symbolise l'unité du peuple algérien», concluant par ses félicitations à tous les Algériens et à l'Algérie dans un retentissant «assegas amegaz».

RICHE PROGRAMME D'ACTIVITÉS DE YENNAYER 2976

La caravane ferroviaire s'est dirigée vers la commune d'Abadla, dans la wilaya de Béchar, avant de poursuivre son itinéraire par voie terrestre vers la wilaya de Béni Abbès, qui accueillera les principales activités de cette célébration nationale. Dans le cadre des festivités marquant le Nouvel an amazigh, un programme riche et diversifié a été arrêté pour la période allant du 10 au 12 janvier dans la wilaya de Béni Abbès. Ce programme sera notamment marqué par l'organisation de la sixième édition du Prix du président de la République pour la littérature et la langue amazighes, rendez-vous majeur dédié à la création et à la recherche dans ce domaine.

Placée sous le slogan «De Béni Abbès, Yennayer rayonne pour l'Algérie victorieuse», cette manifestation traduit «la fierté d'appartenir à une Algérie unie, indivisible et victorieuse», comme l'a souligné le secrétaire général du HCA, El Hachemi Assad.

Selon le programme établi, les festivités comprendront plusieurs activités culturelles, dont l'inauguration, à Béni Abbès, d'une fresque artistique intitulée «L'arabe et l'amazigh», réalisée sous la supervision du Musée national de l'art islamique de Tlemcen, symbolisant «l'harmonie et la complémentarité entre les deux langues nationales».

Un espace sera également consacré au Marché de Yennayer, comprenant des stands dédiés au livre afin de permettre aux auteurs et créateurs de présenter et de commercialiser leurs œuvres, en plus d'espaces réservés aux start-up, illustrant «le lien entre patrimoine, innovation et créativité».

Le programme prévoit, en outre, l'organisation d'un colloque scientifique portant sur «la dimension historique et civilisationnelle de la fête de Yennayer et son lien avec le calendrier agraire», ainsi que des spectacles artistiques, des expositions d'artisanat et de métiers traditionnels et un atelier de traduction d'ouvrages de l'arabe vers l'amazigh. Un forum participatif destiné aux enfants, placé sous le thème «Yennayer, symbole de diversité et d'unité», viendra compléter ces activités, illustrant la volonté de transmission intergénérationnelle et de consolidation des valeurs de cohésion nationale.

Sihem Bounabi

La magie s'installe à Médéa

LA CÉLÉBRATION de Yennayer 2976 revêt cette année un caractère particulier, avec l'organisation d'un concours mettant en lumière les rites et les préparatifs qui précèdent l'accueil de l'événement dans les foyers de la région du Titteri.

Pour l'occasion, les étals des commerces ont été garnis de toutes sortes de gourmandises et friandises : dattes, figues, confiseries, nougats, ainsi que des boissons et produits exotiques. Mais la fête ne se limite pas à la gastronomie. De nombreuses activités culturelles et artistiques sont prévues, avec la sélection des associations participantes à un concours visant à désigner le «meilleur Yennayer», sous la supervision de la direction de la culture et des arts de la wilaya de Médéa. Les participantes au concours devront restituer les rites selon la tradition locale à travers des expositions d'artisanat traditionnel, de poterie, de tenues vestimentaires spécifiques à la région, ainsi que des mets de la cuisine traditionnelle.

Des œuvres mettant en valeur la broderie et la couture féminines seront également présentées. La désignation des meilleures participantes se fera lors de la cérémonie officielle de célébration de la nouvelle année amazighe, prévue dimanche après-midi à la grande salle de la maison de la culture Hassan El Hassani de Médéa, en présence du wali, des élus et des autorités locales.

Le public sera également invité à assister à une représentation théâtrale pour adultes intitulée «Jugurtha», présentée par le Théâtre régional de Tizi Ouzou et l'Association culturelle Tigri Amzfoun, le 10 janvier 2026 à 14h, à la salle des représentations de la maison de la culture Hassan El Hassani. Dans le même cadre, le Musée public national des arts et traditions populaires accueillera les activités de Yennayer du 10 au 11 janvier, avec un atelier culturel et artistique de peinture sous le slogan : «Notre pinceau chante notre patrimoine».

Par ailleurs, le musée organisera un concours récompensant le meilleur plat traditionnel préparé par les familles de Médéa pour célébrer l'arrivée de la nouvelle année «El3am» ou Yennayer, selon les coutumes locales, accompagnée des rites et pratiques qui marquent cet événement.

Nabil B.

LUTTE CONTRE LES DÉLITS ET CRIMES À BÉJAÏA

Près de 350 personnes interpellées en décembre

LA LUTTE contre les fléaux sociaux se poursuit avec intensité à Béjaïa. Selon le bilan de la sûreté de wilaya, le mois de décembre 2025 a été marqué par le traitement de 295 affaires criminelles couvrant des domaines variés : trafic de stupéfiants, vols, atteintes aux biens et aux personnes, infractions aux mœurs et autres délits.

Au total, 348 personnes ont été interpellées dans le cadre de ces affaires, dont 59 ont été placées en détention. La cellule de communication de la sûreté de wilaya précise que 92 atteintes à la chose publique ont été recensées, impliquant 100 personnes, dont deux ont été écrouées. Par ailleurs, 54 atteintes aux personnes ont été relevées, mettant en cause 55 individus, dont un a été placé en détention.

Durant la même période, les services de la police judiciaire ont traité 76 affaires de trafic de stupéfiants impliquant 103 personnes, parmi lesquelles 34 ont été arrêtées. Cinq affaires d'atteinte aux mœurs ont également été enregistrées, concernant 10 individus, dont 5 ont été écroués. La sûreté de wilaya rapporte en outre 15 crimes économiques, impliquant 16 personnes, dont une a été placée en détention.

Les atteintes aux biens, privés et publics, ont donné lieu à 33 affaires mettant en cause 39 individus, parmi lesquels 10 ont été placés en détention. Par ailleurs, 20 crimes électroniques ont été enregistrés, ayant entraîné l'arrestation de 25 personnes et la détention de 6 d'entre elles après mise en examen.

Dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue, les éléments de la brigade anti-stupéfiants de la police judiciaire ont démantelé, en fin de semaine dernière, un gang composé de trois individus, spécialisé dans le trafic de kif et de substances psychotropes, opérant dans le centre-ville de la commune d'Aokas.

«Deux individus ont été arrêtés en flagrant délit de possession de 18 capsules de Prégabaline, divisées par deux et emballées pour être écoulées facilement aux consommateurs, en plus de la saisie d'une somme de 300 000 DA, représentant les revenus du trafic», indique le communiqué de la sûreté de wilaya. Lors de la perquisition du domicile de l'un des dealers, les enquêteurs ont également saisi 200 g de kif, 150 000 DA et 10 lames.

Grâce aux investigations menées dans le cadre de cette affaire, le troisième dealer, un repris de justice, a été interpellé ultérieurement au centre-ville d'Aokas. Les trois prévenus ont été présentés devant le parquet et placés en examen pour possession et trafic de drogue, y compris des psychotropes, dans le cadre d'une organisation criminelle, avant d'être écroués.

N. Bensalem